

041
1X2
80C154

3 1761 11711663 2

MOTION TABLED BY THE MINISTER OF JUSTICE
IN THE HOUSE OF COMMONS ON FEBRUARY 13,
1981, TOGETHER WITH THE OCTOBER 2, 1980, .
PROPOSED RESOLUTION AND EXPLANATORY
NOTES AS TO AMENDMENTS

MOTION DÉPOSÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE
À LA CHAMBRE DES COMMUNES LE 13 FÉVRIER 1981,
ACCOMPAGNÉE DU PROJET DE RÉSOLUTION DU 2 OCTOBRE
1980 ET ASSORTIE DES NOTES EXPLICATIVES
CORRESPONDANT AUX MODIFICATIONS PROPOSÉES

PROJET DE RÉSOLUTION PUBLIÉ
LE 2 OCTOBRE 1980

Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada

Le Sénat et la Chambre des communes du Canada réunis en Parlement, considérant :

que le Parlement du Royaume-Uni a modifié à plusieurs reprises la Constitution du Canada à la demande et avec le consentement de celui-ci;

que, de par le statut d'État indépendant du Canada, il est légitime que les Canadiens aient tout pouvoir pour modifier leur Constitution au Canada;

qu'il est souhaitable d'inscrire dans la Constitution du Canada la reconnaissance de certains droits et libertés fondamentaux et d'y apporter d'autres modifications,

ont résolu de présenter respectueusement à Sa Majesté la Reine l'adresse dont la teneur suit :

A Sa Très Excellente Majesté la Reine,
Très Gracieuse Souveraine :

Nous, membres du Sénat et de la Chambre des communes du Canada réunis en Parlement, fidèles sujets de Votre Majesté, demandons respectueusement à Votre Très Gracieuse Majesté de bien vouloir faire déposer devant le Parlement du Royaume-Uni un projet de loi ainsi conçu :

MOTION DÉPOSÉE À LA CHAMBRE
DES COMMUNES PAR LE MINISTRE
DE LA JUSTICE LE 13 FÉVRIER
1981

CONSIDÉRANT :

que le Parlement du Royaume-Uni a modifié à plusieurs reprises la Constitution du Canada à la demande et avec le consentement de celui-ci;

que, de par le statut d'État indépendant du Canada, il est légitime que les Canadiens aient tout pouvoir pour modifier leur Constitution au Canada;

qu'il est souhaitable d'inscrire dans la Constitution du Canada la reconnaissance de certains droits et libertés fondamentaux et d'y apporter d'autres modifications,

il est proposé que soit présentée respectueusement à Sa Majesté la Reine l'adresse dont la teneur suit :

A Sa Très Excellente Majesté la Reine,
Très Gracieuse Souveraine :

Nous, membres de la Chambre des communes du Canada réunis en Parlement, fidèles sujets de Votre Majesté, demandons respectueusement à Votre Très Gracieuse Majesté de bien vouloir faire déposer devant le Parlement du Royaume-Uni un projet de loi ainsi conçu :

NOTES EXPLICATIVES SUR
LES MODIFICATIONS

Modifications

Le texte de la motion, qui figure à la colonne du milieu, comporte les modifications approuvées par le Comité mixte spécial de la Constitution (Sénat et Chambre des communes).

Pagination

Le présent document comporte une double pagination :

- une pagination en chiffres romains, qui est celle du document même;
- une pagination en chiffres arabes, qui délimite chacune des pages successives de la motion telle qu'elle a paru dans divers Feuilletons et Avis ou Procès-verbaux.

Quant à la numérotation des lignes, elle correspond normalement à celle de ces publications.

Pour plus de commodité, il convient de citer la référence d'un passage de la motion par la page en chiffres arabes, et non en chiffres romains.

PROPOSED RESOLUTION AS
PUBLISHED OCTOBER 2, 1980

Proposed Resolution for a Joint Address to
Her Majesty the Queen respecting the
Constitution of Canada

WHEREAS in the past certain amendments to the Constitution of Canada have been made by the Parliament of the United Kingdom at the request and with the consent of Canada;

AND WHEREAS it is in accord with the status of Canada as an independent state that Canadians be able to amend their Constitution in Canada in all respects;

AND WHEREAS it is also desirable to provide in the Constitution of Canada for the recognition of certain fundamental rights and freedoms and to make other amendments to that Constitution.

NOW THEREFORE the Senate and the House of Commons, in Parliament assembled, resolve that a respectful address be presented to Her Majesty the Queen in the following words:

To the Queen's Most Excellent Majesty:
Most Gracious Sovereign:

We, Your Majesty's loyal subjects, the Senate and the House of Commons of Canada in Parliament assembled, respectfully approach Your Majesty, requesting that you may graciously be pleased to cause to be laid before the Parliament of the United Kingdom a measure containing the recitals and clauses hereinafter set forth:

MOTION TABLED BY THE MINISTER OF JUSTICE
IN THE HOUSE OF COMMONS
FEBRUARY 13, 1981

THAT, WHEREAS in the past certain amendments to the Constitution of Canada have been made by the Parliament of the United Kingdom at the request and with the consent of Canada;

5

AND WHEREAS it is in accord with the status of Canada as an independent state that Canadians be able to amend their Constitution in Canada in all respects;

AND WHEREAS it is also desirable to provide in the Constitution of Canada for the recognition of certain fundamental rights and freedoms and to make other amendments to that Constitution;

A respectful address be presented to Her Majesty the Queen in the following words:

To the Queen's Most Excellent Majesty:
Most Gracious Sovereign:

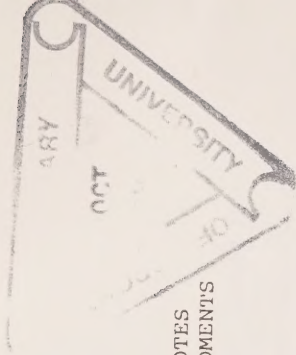
We, Your Majesty's loyal subjects, the House of Commons of 20 Canada in Parliament assembled, respectfully approach Your Majesty, requesting that you may graciously be pleased to cause to be laid before the Parliament of the United Kingdom a measure containing the recitals 25 and clauses hereinafter set forth:

Amendments

The motion set out in the middle column of this document contains the amendments approved by the Special Joint Committee of the Senate and House of Commons on the Constitution.

Pagination

This motion appears in various Order Papers and Notices commencing at different pages. In order to facilitate study of the motion, page and line numbers commencing at page 1 are shown in text of this document. If any other text is used, it is probable that the line numbers will be the same but the page numbers may be different. In referring to a page of this document, the page number in the text rather than the Roman numeral at the top of the page should be cited.



ANNEXE A — SCHEDULE A

Loi donnant suite à une demande
du Sénat et de la Chambre
des communes du Canada

ANNEXE A — SCHEDULE A

Loi modifiant la Constitution du Canada

Sa Très Excellente Majesté la Reine, considérant :

qu'à la demande et avec le consentement du Canada, le Parlement du Royaume-Uni est invité à adopter une loi visant à donner effet aux dispositions énoncées ci-après et que le Sénat et la Chambre des communes du Canada réunis en Parlement ont présenté une adresse demandant à Sa Très Gracieuse Majesté de bien vouloir faire déposer devant le Parlement du Royaume-Uni un projet de loi à cette fin,

sur l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes réunis en Parlement, et par l'autorité de celui-ci, édicte :

Adoption de la
Loi constitutionnelle de
1980

1. La *Loi constitutionnelle de 1980*, énoncée à l'annexe B, est édictée pour le Canada et y a force de loi. Elle entre en vigueur conformément à ses dispositions.

Cessation du
pouvoir de
réguler pour le
Canada

2. Les lois adoptées par le Parlement du Royaume-Uni après l'entrée en vigueur de la *Loi constitutionnelle de 1980* ne font pas partie du droit positif du Canada.

Version
française

3. La partie de la version française de la présente loi qui figure à l'annexe A a force de loi au Canada au même titre que la version anglaise correspondante.

Titre abrégé

4. Titre abrégé de la présente loi : *Loi sur le Canada*.

Sa Très Excellente Majesté la Reine, considérant :

qu'à la demande et avec le consentement du Canada, le Parlement du Royaume-Uni est invité à adopter une loi visant à donner effet aux dispositions énoncées ci-après et que le Sénat et la Chambre des communes du Canada réunis en Parlement ont présenté une adresse demandant à Sa Très Gracieuse Majesté de bien vouloir faire déposer devant le Parlement du Royaume-Uni un projet de loi à cette fin,

sur l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes réunis en Parlement, et par l'autorité de celui-ci, édicte :

Adoption de la
Loi constitutionnelle de
1981

1. La *Loi constitutionnelle de 1981*, énoncée à l'annexe B, est édictée pour le Canada et y a force de loi. Elle entre en vigueur conformément à ses dispositions.

Cessation du
pouvoir de
réguler pour le
Canada

2. Les lois adoptées par le Parlement du Royaume-Uni après l'entrée en vigueur de la *Loi constitutionnelle de 1981* ne font pas partie du droit du Canada.

Version
française

3. La partie de la version française de la présente loi qui figure à l'annexe A a force de loi au Canada au même titre que la version anglaise correspondante.

Titre abrégé

4. Titre abrégé de la présente loi : *Loi sur le Canada*.

Titre long. — La modification du titre long a pour objet d'indiquer que c'est à la demande du Sénat et de la Chambre des communes du Canada que le Parlement du Royaume-Uni légifère sur la Constitution du Canada.

1 et 2. — Le changement de date tient compte du fait qu'on s'attend à ce que cette loi soit adoptée par le Parlement du Royaume-Uni en 1981.

2. Le mot «positif», n'étant pas strictement nécessaire, est supprimé.

An Act to amend the Constitution of Canada

Whereas Canada has requested and consented to the enactment of an Act of the Parliament of the United Kingdom to give effect to the provisions hereinafter set forth and the Senate and the House of Commons of Canada in Parliament assembled have submitted an address to Her Majesty requesting that Her Majesty may graciously be pleased to cause a Bill to be laid before the Parliament of the United Kingdom for that purpose.

Be it therefore enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:

1. The *Constitution Act, 1980* set out in Schedule B to this Act is hereby enacted for and shall have the force of law in Canada and shall come into force as provided in that Act.

2. No Act of the Parliament of the United Kingdom passed after the *Constitution Act, 1980* comes into force shall extend to Canada as part of its law.

3. So far as it is not contained in Schedule B, the French version of this Act is set out in Schedule A to this Act and has the same authority in Canada as the English version thereof.

4. This Act may be cited as the *Canada Act*.

Constitution Act, 1980
enacted

Parliament of
United
Kingdom not to
legislate for
Canada

French version

Short title

An Act to give effect to a request by the Senate and House of Commons of Canada

Whereas Canada has requested and consented to the enactment of an Act of the Parliament of the United Kingdom to give effect to the provisions hereinafter set forth and the Senate and the House of Commons of Canada in Parliament assembled have submitted an address to Her Majesty requesting that Her Majesty may graciously be pleased to cause a Bill to be laid before the Parliament of the United Kingdom for that purpose.

Be it therefore enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:

1. The *Constitution Act, 1981* set out in Schedule B to this Act is hereby enacted for and shall have the force of law in Canada and shall come into force as provided in that Act.

2. No Act of the Parliament of the United Kingdom passed after the *Constitution Act, 1981* comes into force shall extend to Canada as part of its law.

3. So far as it is not contained in Schedule B, the French version of this Act is set out in Schedule A to this Act and has the same authority in Canada as the English version thereof.

4. This Act may be cited as the *Canada Act*.

Constitution Act, 1981
enacted

Termination of
power to
legislate for
Canada

French version

Short title

long title. The long title would be changed to indicate that it is at the request of the Senate and House of Commons of Canada that the Parliament of the United Kingdom is enacting legislation respecting the Constitution of Canada.

1 and 2. The date in the title of the *Constitution Act* would be changed from 1980 to 1981 to reflect the anticipated date of the adoption of that Act by the United Kingdom Parliament.

2. A technical change would be made in the French text to delete the word "positif".

titre. - Le changement de date tient compte du fait qu'on s'attend à ce que la Loi sur le Canada soit adoptée par le Parlement du Royaume-Uni en 1981.

1. Cette modification a pour effet de limiter les restrictions qui pourraient être apportées aux droits et libertés énoncés dans la charte. Toute restriction doit être prévue par une règle de droit, être raisonnable et pouvoir être justifiée au tribunal par l'autorité qui veut l'imposer.

2. Le remplacement d'«information» par «communication» vise à élargir l'interprétation de l'alinéa b) afin de comporter également la diffusion d'idées et d'opinions. La subdivision de l'alinéa c) en deux alinéas indique mieux qu'il s'agit de deux libertés distinctes, que le pacte international relatif aux droits civils et politiques présente également de façon distincte.

3. La réserve marquée par le passage «ce droit ne peut, sans motif valable, faire l'objet d'aucune distinction ou restriction» est supprimée en raison de son inutilité. En effet, les droits en question sont, comme tous les autres droits, assujettis aux restrictions de l'article 1.

ANNEXE B

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1981

PARTIE I

CHARTe CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS

Garantie des droits et libertés

Droits et libertés au Canada

1. La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit les droits et libertés qui y sont énoncés. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Libertés fondamentales

Libertés fondamentales

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :

- a) liberté de conscience et de religion;
- b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;
- c) liberté de réunion pacifique;
- d) liberté d'association.

15

Droits démocratiques

Droits démocratiques des citoyens

3. Tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales.

ANNEXE B

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1980

PARTIE I

CHARTe CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS

Garantie des droits et libertés

Droits et libertés au Canada

1. La *Charte canadienne des droits et libertés* garantit les droits et libertés énoncés ci-après, sous les seules réserves normalement acceptées dans une société libre et démocratique de régime parlementaire.

Libertés fondamentales

Libertés fondamentales

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes :

- a) liberté de conscience et de religion;
- b) liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres grands moyens d'information;
- c) liberté de réunion pacifique et d'association.

Droits démocratiques

Droits démocratiques des citoyens

3. Tout citoyen canadien a le droit de vote et est éligible aux élections législatives fédérales ou provinciales; ce droit ne peut, sans motif valable, faire l'objet d'aucune distinction ou restriction.

SCHEDULE B

CONSTITUTION ACT, 1980

PART I

CANADIAN CHARTER OF RIGHTS AND FREEDOMS

Guarantee of Rights and Freedoms

1. The *Canadian Charter of Rights and Freedoms* guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits as are generally accepted in a free and democratic society with a parliamentary system of government.

Rights and freedoms in Canada

Fundamental Freedoms

2. Everyone has the following fundamental freedoms:

- (a) freedom of conscience and religion;
- (b) freedom of thought, belief, opinion and expression, including freedom of the press and other media of information; and
- (c) freedom of peaceful assembly and of association.

Fundamental freedoms

Democratic Rights

3. Every citizen of Canada has, without unreasonable distinction or limitation, the right to vote in an election of members of the House of Commons or of a legislative assembly and to be qualified for membership therein.

Democratic rights of citizens

SCHEDULE B

CONSTITUTION ACT, 1981

PART I

CANADIAN CHARTER OF RIGHTS AND FREEDOMS

Guarantee of Rights and Freedoms

1. The *Canadian Charter of Rights and Freedoms* guarantees the rights and freedoms set out in it subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society.

Rights and freedoms in Canada

Fundamental Freedoms

2. Everyone has the following fundamental freedoms:

- (a) freedom of conscience and religion;
- (b) freedom of thought, belief, opinion and expression, including freedom of the press and other media of communication;
- (c) freedom of peaceful assembly; and
- (d) freedom of association.

Fundamental freedoms

Democratic Rights

3. Every citizen of Canada has the right to vote in an election of members of the House of Commons or of a legislative assembly and to be qualified for membership therein.

Democratic rights of citizens

Title: The date in the title would be changed from 1980 to 1981 to reflect the anticipated date of adoption of the Act by the United Kingdom Parliament.

1. This proposed amendment would narrow the limits that could be placed on the rights and freedoms guaranteed in the Charter. For a right to be limited, the limitation would be required to be prescribed by law and to be both reasonable and capable of being demonstrably justified to the court by the authority seeking to impose it.

2. The word "communication" would replace the word "information" to ensure that the paragraph encompasses the dissemination not only of information but also of ideas and opinions. Paragraph (c) would be divided into two paragraphs to make it clear that the freedoms contained therein are separate freedoms and need not exist in conjunction. These freedoms are expressed separately in the International Covenant on Civil and Political Rights.

3. The qualifying words "without unreasonable distinction or limitation" would be deleted as unnecessary so that any limitation of the right to vote would be subject to the same test as a limitation of any other right, namely, the test set out in section 1. Also an amendment to the French version would make it clear that the right to vote and the right to be qualified for membership in a legislative body are separate rights.

4. (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date du rapport des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.	Mandat	4. (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.	Mandat maximal des assemblées
(2) Le mandat de la Chambre des communes ou celui d'une assemblée législative peut être prolongé respectivement par le Parlement ou par la législature en question au-delà de cinq ans en cas de guerre, d'invasion ou d'insurrection, réelles ou appréhendées, pourvu que cette prolongation ne fasse pas l'objet d'une opposition exprimée par les voix de plus du tiers des députés de la Chambre des communes ou de l'assemblée législative.	Prolongations spéciales	(2) Le mandat de la Chambre des communes ou celui d'une assemblée législative peut être prolongé respectivement par le Parlement ou par la législature en question au-delà de cinq ans en cas de guerre, d'invasion ou d'insurrection, réelles ou appréhendées, pourvu que cette prolongation ne fasse pas l'objet d'une opposition exprimée par les voix de plus du tiers des députés de la Chambre des communes ou de l'assemblée législative.	25 Prolongations spéciales
5. Le Parlement et les législatures tiennent une séance au moins une fois tous les douze mois.	Séance annuelle	5. Le Parlement et les législatures tiennent une séance au moins une fois tous les douze mois.	Page 4 Séance annuelle
<i>Liberté de circulation et d'établissement</i>		<i>Liberté de circulation et d'établissement</i>	
6. (1) Tout citoyen canadien a le droit de demeurer au Canada, d'y entrer ou d'en sortir.	Droits des citoyens	6. (1) Tout citoyen canadien a le droit de demeurer au Canada, d'y entrer ou d'en sortir.	Liberté de circulation
(2) Tout citoyen canadien et toute personne ayant le statut de résident permanent au Canada ont le droit :	Droits généraux	(2) Tout citoyen canadien et toute personne ayant le statut de résident permanent au Canada ont le droit :	Liberté d'établissement
a) de se déplacer dans tout le pays et d'établir leur résidence dans toute province;		a) de se déplacer dans tout le pays et d'établir leur résidence dans toute province;	
b) de gagner leur vie dans toute province.		b) de gagner leur vie dans toute province.	
(3) Les droits mentionnés au paragraphe (2) sont subordonnés :	Restriction	(3) Les droits mentionnés au paragraphe (2) sont subordonnés :	Restriction
a) aux lois et usages d'application générale en vigueur dans une province donnée, s'ils n'établissent entre les personnes aucune distinction fondée principalement sur la province de résidence antérieure ou actuelle;		a) aux lois et usages d'application générale en vigueur dans une province donnée, s'ils n'établissent entre les personnes aucune distinction fondée principalement sur la province de résidence antérieure ou actuelle;	15

4. L'adjonction des mots soulignés au paragraphe (1) de la version française permet de ne laisser aucun doute quant à la date précise à compter de laquelle est établi le délai de cinq ans.

Duration of elected legislative bodies

4. (1) No House of Commons and no legislative assembly shall continue for longer than five years from the date fixed for the return of the writs at a general election of its members.

Continuation in special circumstances

(2) In time of real or apprehended war, invasion or insurrection, a House of Commons may be continued by Parliament and a legislative assembly may be continued by the legislature beyond five years if such continuation is not opposed by the votes of more than one-third of the members of the House of Commons or the legislative assembly, as the case may be.

Annual sitting of legislative bodies

5. There shall be a sitting of Parliament and of each legislature at least once every twelve months.

Mobility Rights

Rights of citizens to move

6. (1) Every citizen of Canada has the right to enter, remain in and leave Canada.

Rights to move and gain livelihood

(2) Every citizen of Canada and every person who has the status of a permanent resident of Canada has the right

(a) to move to and take up residence in any province; and

(b) to pursue the gaining of a livelihood in any province.

Limitation

(3) The rights specified in subsection (2) are subject to

(a) any laws or practices of general application in force in a province other than those that discriminate among persons primarily on the basis of province of present or previous residence; and

Maximum duration of legislative bodies

4. (1) No House of Commons and no legislative assembly shall continue for longer than five years from the date fixed for the return of the writs at a general election of its members.

Continuation in special circumstances

(2) In time of real or apprehended war, invasion or insurrection, a House of Commons may be continued by Parliament and a legislative assembly may be continued by the legislature beyond five years if such continuation is not opposed by the votes of more than one-third of the members of the House of Commons or the legislative assembly, as the case may be.

Annual sitting of legislative bodies

5. There shall be a sitting of Parliament and of each legislature at least once every twelve months.

Mobility Rights

Mobility of citizens

6. (1) Every citizen of Canada has the right to enter, remain in and leave Canada.

Rights to move and gain livelihood

(2) Every citizen of Canada and every person who has the status of a permanent resident of Canada has the right

(a) to move to and take up residence in any province; and

(b) to pursue the gaining of a livelihood in any province.

Limitation

(3) The rights specified in subsection (2) are subject to

(a) any laws or practices of general application in force in a province other than those that discriminate among persons primarily on the basis of province of present or previous residence; and

4. An amendment to the French version would remove any doubt as to the precise date from which the period of five years is to be computed.

b) aux lois prévoyant de justes conditions de résidence en vue de l'obtention des services sociaux publics.

Garanties juridiques

7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.

8. Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives dont les motifs ne sont pas fondés sur la loi et qui ne sont pas effectuées dans les conditions que celle-ci prévoit.

9. Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement dont les motifs ne sont pas fondés sur la loi et qui ne sont pas effectués dans les conditions que celle-ci prévoit.

10. Chacun a le droit, en cas d'arrestation ou de détention :

- a) d'être informé dans les meilleurs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention;
- b) d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat;
- c) de faire contrôler, par *habeas corpus*, la légalité de sa détention et d'obtenir, le cas échéant, sa libération.

Garanties juridiques

7. Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale.

8. Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives.

9. Chacun a droit à la protection contre la détention ou l'emprisonnement arbitraires.

10. Chacun a le droit, en cas d'arrestation ou de détention :

- a) d'être informé dans les plus brefs délais des motifs de son arrestation ou de sa détention;
- b) d'avoir recours sans délai à l'assistance d'un avocat et d'être informé de ce droit;
- c) de faire contrôler, par *habeas corpus*, la légalité de sa détention et d'obtenir, le cas échéant, sa libération.

8. Le caractère abusif des fouilles, perquisitions et saisies devient le critère du droit à la protection contre ces mesures plutôt que celui prévu par le texte actuel de l'article 8, qui permet celles simplement fondées sur la loi.

9. Le caractère arbitraire de la détention ou de l'emprisonnement d'une personne devient le critère du droit à la protection contre ces mesures plutôt que celui prévu par le texte actuel de l'article 9, qui permet celles simplement fondées sur la loi.

10. Le remplacement de «meilleurs» par «plus brefs» à l'alinéa a) rend mieux l'intention. L'alinéa b) ajoute au droit à l'assistance d'un avocat celui d'être informé rapidement de ce droit par les autorités du lieu de détention.

(b) any laws providing for reasonable residency requirements as a qualification for the receipt of publicly provided social services.

Legal Rights

Life, liberty and security of person

7. Everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice.

Search or seizure

8. Everyone has the right not to be subjected to search or seizure except on grounds and in accordance with procedures established by law.

Detention or imprisonment

9. Everyone has the right not to be detained or imprisoned except on grounds and in accordance with procedures established by law.

Arrest or detention

10. Everyone has the right on arrest or detention
(a) to be informed promptly of the reasons therefor;
(b) to retain and instruct counsel without delay; and
(c) to have the validity of the detention determined by way of *habeas corpus* and to be released if the detention is not lawful.

(b) any laws providing for reasonable residency requirements as a qualification for the receipt of publicly provided social services.

Legal Rights

Life, liberty and security of person

7. Everyone has the right to life, liberty and security of the person and the right not to be deprived thereof except in accordance with the principles of fundamental justice.

Search or seizure

8. Everyone has the right to be secure against unreasonable search or seizure.

Detention or imprisonment

9. Everyone has the right not to be arbitrarily detained or imprisoned.

Arrest or detention

10. Everyone has the right on arrest or detention
(a) to be informed promptly of the reasons therefor;
(b) to retain and instruct counsel without delay and to be informed of that right; and
(c) to have the validity of the detention determined by way of *habeas corpus* and to be released if the detention is not lawful.

8. The right to be secure against search or seizure would be subject to the test of whether the search or seizure is reasonable as opposed to whether it is simply provided for by law.

9. The right not to be detained or imprisoned would be subject to the test of whether the detention or imprisonment is arbitrary rather than simply whether it is provided for by law.

10. An amendment would be made in the French version of paragraph 10(a) to better express the intent of the paragraph. Paragraph 10(b) would be amended to include, with the right to retain counsel, an additional right to be informed by the custodial official of that right to counsel.

11. Tout inculpé a le droit:

- a) d'être informé dans les meilleurs délais de l'infraction précise qu'on lui reproche;
- b) d'être jugé dans un délai raisonnable;
- c) d'être présumé innocent tant qu'il n'est pas déclaré coupable, conformément à la loi, par un tribunal indépendant et impartial à l'issue d'un procès public et équitable;
- d) de ne pas être privé d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable, sauf pour des motifs fondés sur la loi et dans les conditions que celle-ci prévoit;
- e) de ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction;
- f) de n'être poursuivi ou puni qu'une fois pour une infraction dont il a déjà été définitivement acquitté ou déclaré coupable;
- g) de bénéficier de la peine la moins sévère, lorsque la peine qui sanctionne l'infraction dont il est déclaré coupable est modifiée entre le moment de la perpétration de l'infraction et celui de la sentence.

11. Tout inculpé a le droit :

- a) d'être informé sans délai anormal de l'infraction précise qu'on lui reproche;
- b) d'être jugé dans un délai raisonnable;
- c) de ne pas être contraint de témoigner contre lui-même dans toute poursuite intentée contre lui pour l'infraction qu'on lui reproche;
- d) d'être présumé innocent tant qu'il n'est pas déclaré coupable, conformément à la loi, par un tribunal indépendant et impartial à l'issue d'un procès public et équitable;
- e) de ne pas être privé sans juste cause d'une mise en liberté assortie d'un cautionnement raisonnable;
- f) sauf s'il s'agit d'une infraction relevant de la justice militaire, de bénéficier d'un procès avec jury lorsque la peine maximale prévue pour l'infraction dont il est accusé est un emprisonnement de cinq ans ou une peine plus grave;
- g) de ne pas être déclaré coupable en raison d'une action ou d'une omission qui, au moment où elle est survenue, ne constituait pas une infraction d'après le droit interne du Canada ou le droit international et n'avait pas de caractère criminel d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations;
- h) d'une part de ne pas être jugé de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement acquitté, d'autre part de ne pas être jugé ni puni de nouveau pour une infraction dont il a été définitivement trouvé coupable et puni;
- i) de bénéficier de la peine la moins sévère, lorsque la peine qui sanctionne l'infraction dont il est déclaré coupable est modifiée entre le moment de la perpétration de l'infraction et celui de la sentence.

11. Les alinéas suivants de l'article 11 sont ainsi modifiés :

- a) La modification de l'alinéa a) a pour objet de mieux rendre l'intention, à savoir que l'inculpé doit être informé le plus tôt possible de l'infraction qu'on lui reproche et que le délai pour ce faire peut varier suivant qu'il est détenu ou qu'il a été sommé de comparaître.
- c) Ce nouvel alinéa donne à l'inculpé le droit de ne pas s'incriminer, droit que confère déjà la Déclaration canadienne des droits.
- e) La modification du texte actuel de l'alinéa d) a pour objet d'établir comme critère du droit au cautionnement qu'il ne soit pas refusé sans juste cause plutôt que simplement pour des motifs fondés sur la loi.
- f) Ce nouvel alinéa consacre le droit au procès avec jury pour des infractions graves ne relevant pas de la justice militaire. (Les tribunaux militaires ne sont pas, au Canada, compétents en matière de meurtre, de viol ou d'homicide involontaire coupable).
- g) et h) La modification du texte actuel des alinéas e) et f) a pour objet de faire comprendre que les droits qui y sont prévus (protection contre infractions rétroactives et dans les cas de chose jugée) s'appliquent non seulement aux infractions prévues par le droit interne, mais aussi à celles reconnues par le droit international, ou aux actes ou omissions reconnus comme criminels sur le plan international, lors de leur perpétration.
- h) et i) La version anglaise du texte actuel des alinéas f) et g) comporte une modification de forme qui ne concerne pas la version française.

Proceedings in
criminal and
penal matters

11. Anyone charged with an offence has the right

- (a) to be informed promptly of the specific offence;
- (b) to be tried within a reasonable time;
- (c) to be presumed innocent until proven guilty according to law in a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal;
- (d) not to be denied reasonable bail except on grounds, and in accordance with procedures, established by law;
- (e) not to be found guilty on account of any act or omission that at the time of the act or omission did not constitute an offence;
- (f) not to be tried or punished more than once for an offence of which he or she has been finally convicted or acquitted; and
- (g) to the benefit of the lesser punishment where the punishment for an offence of which he or she has been convicted has been varied between the time of commission and the time of sentencing.

Proceedings in
criminal and
penal matters

11. Any person charged with an offence has the right

- (a) to be informed without unreasonable delay of the specific offence;
- (b) to be tried within a reasonable time;
- (c) not to be compelled to be a witness in proceedings against that person in respect of the offence;
- (d) to be presumed innocent until proven guilty according to law in a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal;
- (e) not to be denied reasonable bail without just cause;
- (f) except in the case of an offence under 15 military law tried before a military tribunal, to the benefit of trial by jury where the maximum punishment for the offence is imprisonment for five years or a more severe punishment;
- (g) not to be found guilty on account of any act or omission unless, at the time of the act or omission, it constituted an offence under Canadian or international law or was criminal according to the general principles of law recognized by the community of nations;
- (h) if finally acquitted of the offence, not to be tried for it again and, if finally found guilty and punished for the offence, not to be tried or punished for it again; and
- (i) if found guilty of the offence and if the punishment for the offence has been varied between the time of commission and the time of sentencing, to the benefit of the lesser punishment.

11. The following paragraphs of section 11 would be amended as follows:

- (a) Paragraph (a) would be amended to better express the intent that an accused must be informed of the offence charged at the earliest possible time. This time may vary depending on whether the accused is arrested or served with a summons.
- (c) This new paragraph would state the right of an accused not to be called as a witness in proceedings against the accused, a right at present reflected in the Canadian Bill of Rights.
- (e) The present paragraph (d) would be amended so that the right to reasonable bail would be subject to the test of whether the denial of bail is for just cause rather than whether it is simply provided for by law.
- (f) This new paragraph would provide a constitutional right to trial by jury in respect of serious offences, other than those under military law that are tried before a military tribunal. (Murder, rape and manslaughter cannot be tried in Canada before a military tribunal.)
- (g) and (h) The present paragraphs (e) and (f) would be amended to make it clear that the rights set out in those paragraphs (protection against retroactive offences and double jeopardy) apply not only to offences under domestic law but also to offences recognized by international law, or acts or omissions recognized internationally as being criminal, at the time of their commission.
- (h) and (i) A technical amendment to paragraphs (h) and (i), the present paragraphs (f) and (g), would permit the deletion of the words "he or she" and clarify those paragraphs.

12. Chacun a droit à la protection contre tous traitements ou peines cruels et inusités.

Punition

13. Chacun a droit, s'il est contraint de témoigner, à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.

Déclaration incriminante

14. La partie ou le témoin qui, lors de procédures, ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée ont droit à l'assistance d'un interprète.

Interprète

Droits à la non-discrimination

15. (1) Tous sont égaux devant la loi et ont droit à la même protection de la loi, indépendamment de toute distinction fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge ou le sexe.

Égalité devant la loi et protection égale de la loi

(2) Le présent article n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation des personnes et des groupes défavorisés.

Programmes d'action sociale

12. Chacun a droit à la protection contre tous traitements ou peines cruels et inusités.

Cruauté

13. Chacun a droit à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.

Témoignage incriminant

Page 6

14. La partie ou le témoin qui ne peuvent suivre les procédures, soit parce qu'ils ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue employée, soit parce qu'ils sont atteints de surdité, ont droit à l'assistance d'un interprète.

Interprète

Droits à l'égalité

15. (1) La loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination, notamment des discriminations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les déficiences mentales ou physiques.

Égalité devant la loi, égalité de bénéfice et protection égale de la loi

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'interdire les lois, programmes ou activités destinés à améliorer la situation d'individus ou de groupes défavorisés, notamment du fait de leur race, de leur origine nationale ou ethnique, de leur couleur, de leur religion, de leur sexe, de leur âge ou de leurs déficiences mentales ou physiques.

Programmes de promotion sociale

13. Cette modification a pour but de faire comprendre que la protection contre l'incrimination s'applique aussi bien à que qu'un qui témoigne volontairement qu'à que qu'un qui est contraint de le faire.

14. La modification a pour objet de mieux mettre en évidence le recours placé à la disposition des personnes atteintes de surdité.

Rubrique. Le changement de rubrique a pour objet de mettre l'accent sur l'objet essentiel de l'article 15 : la garantie de l'égalité.

15.(1) La modification de ce paragraphe a pour but de rendre le droit à l'égalité devant la loi valable tant pour le fond de la loi que pour ses modalités d'application. En outre, elle ajoute au droit à l'égalité de protection de la loi, celui pour tous de bénéficier également des avantages qui en découlent. Le paragraphe, dans sa version modifiée, énumère certaines distinctions discriminatoires. La liste n'est toutefois pas exhaustive.

(2) Les programmes de promotion sociale sont néanmoins permis à l'égard de personnes et groupes désavantagés pour les motifs énumérés au paragraphe (1) ou pour tout autre motif.

<p>Treatment or punishment</p> <p>12. Everyone has the right not to be subjected to any cruel and unusual treatment or punishment.</p>	<p>12. Everyone has the right not to be subjected to any cruel and unusual treatment or punishment.</p>	<p>Page 5</p>
<p>Self-crimination</p> <p>13. A witness has the right when compelled to testify not to have any incriminating evidence so given used to incriminate him or her in any other proceedings, except a prosecution for perjury or for the giving of contradictory evidence.</p>	<p>13. A witness who testifies in any proceedings has the right not to have any incriminating evidence so given used to incriminate that witness in any other proceedings, except that witness in any other proceedings, except</p>	<p>Page 6</p>
<p>Interpreter</p> <p>14. A party or witness in any proceedings who does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted has the right to the assistance of an interpreter.</p>	<p>14. A party or witness in any proceedings who does not understand or speak the language in which the proceedings are conducted or who is deaf has the right to the assistance of an interpreter.</p>	<p>Page 6</p>
<p>Equality before the law and equal protection of the law</p> <p>15. (1) Everyone has the right to equality before the law and to the equal protection of the law without discrimination because of race, national or ethnic origin, colour, religion, age or sex.</p> <p>(2) This section does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged persons or groups.</p>	<p>Equality Rights</p> <p>15. (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.</p> <p>(2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged individuals or groups including those that are disadvantaged because of race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.</p>	<p>Page 6</p>
<p>Affirmative action programs</p> <p>15. (1) Everyone has the right to equality before the law and to the equal protection of the law without discrimination because of race, national or ethnic origin, colour, religion, age or sex.</p> <p>(2) This section does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged persons or groups.</p>	<p>Equality before and under law and equal protection and benefit of law</p> <p>15. (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.</p> <p>(2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged persons or groups.</p>	<p>Page 6</p>
<p>Affirmative action programs</p> <p>15. (1) Everyone has the right to equality before the law and to the equal protection of the law without discrimination because of race, national or ethnic origin, colour, religion, age or sex.</p> <p>(2) This section does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged persons or groups.</p>	<p>Equality before and under law and equal protection and benefit of law</p> <p>15. (1) Every individual is equal before and under the law and has the right to the equal protection and equal benefit of the law without discrimination and, in particular, without discrimination based on race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age or mental or physical disability.</p> <p>(2) Subsection (1) does not preclude any law, program or activity that has as its object the amelioration of conditions of disadvantaged persons or groups.</p>	<p>Page 6</p>

13. This amendment would make it clear that the protection against self-crimination applies to a voluntary witness as well as to one who is compelled to testify. It would also replace "he or she" by the generic word "witness".

14. This amendment would make it clear that a deaf party or witness in any legal proceedings has the right to the assistance of an interpreter.

Heading: The change in the heading would place emphasis on the main object of section 15 which is to guarantee equality.

15. (1) The word "everyone" would be replaced by the words "every individual" to make it clear that this right would apply to natural persons only. The addition of the words "and under" the law after "before" would ensure that the right to equality would apply in respect of the substance as well as the administration of the law. The addition of the words "and equal benefit" of the law after "protection" would extend the right to ensure that people enjoy equality of benefits as well as equal protection of the law. The grounds of discrimination listed in the section would be enlarged to include mental and physical disability. However, those grounds would not be exhaustive of possible proscribed grounds of discrimination.

(2) This subsection would make it clear that affirmative action programs would be permitted in respect of individuals or groups that are disadvantaged on any grounds including those listed therein. The listed grounds would be enlarged to include mental and physical disability.

Langues officielles du Canada

16. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada; elles ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.

(2) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures d'améliorer le statut du français et de l'anglais ou de l'une de ces langues, ou d'en développer l'usage.

Langues officielles du Canada

Portée

17. Chacun a le droit d'employer la langue officielle de son choix dans les débats et travaux du Parlement.

Travaux du Parlement

18. Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

Documents parlementaires

Langues officielles du Canada

16. (1) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada.

(2) Le français et l'anglais sont les langues officielles du Nouveau-Brunswick; ils ont un statut et des droits et privilèges égaux quant à leur usage dans les institutions de la Législature et du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Langues officielles du Canada

(3) La présente charte ne limite pas le pouvoir du Parlement et des législatures de favoriser la progression vers l'égalité de statut ou d'usage du français et de l'anglais.

Progression vers l'égalité

17. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux du Parlement.

Travaux du Parlement

(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans les débats et travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick.

Travaux de la Législature du Nouveau-Brunswick

18. (1) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux du Parlement 5 sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même valeur.

Documents parlementaires

(2) Les lois, les archives, les comptes rendus et les procès-verbaux de la Législature du Nouveau-Brunswick sont imprimés et publiés en français et en anglais, les deux versions des lois ayant également force de loi et celles des autres documents ayant même 15 valeur.

Documents de la Législature du Nouveau-Brunswick

16 à 20. - L'adjonction d'un paragraphe à chacun de ces articles a pour objet de rendre applicables au Nouveau-Brunswick les dispositions de la Charte touchant les langues officielles. Les lois du Nouveau-Brunswick contiennent déjà des dispositions semblables.

16, (3) La modification de ce paragraphe permet de mieux rendre l'objet visé, favoriser la progression vers l'égalité du français et de l'anglais.

17. (2) Ce paragraphe a pour objet de confirmer le droit à l'emploi du français et de l'anglais à la Législature du Nouveau-Brunswick.

18. (2) Ce paragraphe a pour objet de confirmer l'obligation d'imprimer et de publier en français ou en anglais les lois et les archives de la Législature du Nouveau-Brunswick.

Official Languages of Canada

Official languages of Canada
16. (1) English and French are the official languages of Canada and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the Parliament and government of Canada.

Extension of status and use
(2) Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature to extend the status or use of English and French or either of those languages.

Proceedings of Parliament
17. Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of Parliament.

Parliamentary statutes and records
18. The statutes, records and journals of Parliament shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.

Official Languages of Canada

Official languages of Canada
16. (1) English and French are the official languages of Canada and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the Parliament and government of Canada.

Official languages of New Brunswick
(2) English and French are the official languages of New Brunswick and have equality of status and equal rights and privileges as to their use in all institutions of the legislature and government of New Brunswick.

Advancement of status and use
(3) Nothing in this Charter limits the authority of Parliament or a legislature to advance the equality of status or use of English and French.

Proceedings of Parliament
17. (1) Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of Parliament.

Proceedings of New Brunswick legislature
(2) Everyone has the right to use English or French in any debates and other proceedings of the legislature of New Brunswick.

Parliamentary statutes and records
18. (1) The statutes, records and journals of Parliament shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.

New Brunswick statutes and records
(2) The statutes, records and journals of the legislature of New Brunswick shall be printed and published in English and French and both language versions are equally authoritative.

Sections 16 to 20: In each of those sections, a new subsection (2) would make the language rights provided for in the Charter applicable to New Brunswick. Similar rights are now provided for by the law of that province.

16. (2) This subsection would confirm that English and French are the official languages in New Brunswick and provide for the equality of status and use of those languages in provincial institutions.

(3) The present subsection 16(2) would be amended to reflect more correctly the objective of advancing the equality of English and French.

17. (2) This subsection would confirm a right to use both English and French in the legislature of New Brunswick.

18. (2) This subsection would confirm the obligation to print and publish the statutes and records of the New Brunswick legislature in both English and French.

19. Chacun a le droit d'employer la langue officielle de son choix dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux établis par le Parlement et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

Procédures devant les tribunaux établis par le Parlement

(2) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux du Nouveau-Brunswick et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

Procédures devant les tribunaux du Nouveau-Brunswick

19. (1) Chacun a le droit d'employer le français ou l'anglais dans toutes les affaires dont sont saisis les tribunaux établis par le Parlement et dans tous les actes de procédure qui en découlent.

Procédures devant les tribunaux établis par le Parlement

19. (2) Ce paragraphe a pour objet de confirmer le droit à l'emploi du français et de l'anglais dans les tribunaux du Nouveau-Brunswick.

20. (1) Cette modification a pour effet de laisser aux tribunaux plutôt qu'au Parlement le soin de décider en dernier lieu des bureaux autres que ceux de l'administration centrale qui seront tenus d'offrir des services dans les deux langues officielles. Elle prévoit que le critère soit fondé sur l'importance de la demande pour des services dans une des langues officielles plutôt que sur l'importance de la population dans la région concernée. Elle prévoit aussi le critère d'une demande justifiable pour ces services dans certains cas comme ceux d'un aéroport international ou d'un bureau des douanes. Le membre de phrase «Chacun a, au Canada, à titre privé» dans le texte actuel risque de donner lieu à une interprétation trop restrictive. Il est remplacé par «le public a, au Canada».

20. (1) Le public a, au Canada, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions là où, selon le cas :

Communications entre les administrés et les institutions fédérales

20. Chacun a, au Canada, à titre privé, droit à l'emploi de la langue officielle de son choix pour communiquer avec le siège ou l'administration centrale des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada ou pour en recevoir les services; il a le même droit à l'égard de tout autre bureau de ces institutions situé dans une région du Canada où il est reconnu, conformément aux modalités prévues ou autorisées par le Parlement, qu'une partie importante de la population emploie la langue qu'il a choisie.

Communications entre les administrés et les institutions fédérales

a) l'emploi du français ou de l'anglais fait 35 l'objet d'une demande importante;

b) l'emploi du français et de l'anglais se justifie par la vocation du bureau.

(2) Le public a, au Nouveau-Brunswick, droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec tout bureau des institutions de la Législature ou du gouvernement ou pour en recevoir les services.

Communications entre les administrés et les institutions du Nouveau-Brunswick

(2) Ce paragraphe a pour objet de confirmer le droit du public à l'emploi du français ou de l'anglais dans les communications avec les institutions du Nouveau-Brunswick ou pour en recevoir les services.

Proceedings in
courts
established by
Parliament

19. Either English or French may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any court established by Parliament.

Proceedings in
courts
established by
Parliament

19. (1) Either English or French may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any court established by Parliament.

Proceedings in
New Brunswick
courts

(2) Either English or French may be used by any person in, or in any pleading in or process issuing from, any court of New Brunswick.

Communica-
tions by public
with federal
institutions

20. Any member of the public in Canada has the right to communicate with, and to receive available services from, any head or central office of an institution of the Parliament or government of Canada in English or French, as he or she may choose, and has the same right with respect to any other office of any such institution where that office is located within an area of Canada in which it is determined, in such manner as may be prescribed or authorized by Parliament, that a substantial number of persons within the population use that language.

Communica-
tions by public
with federal
institutions

20. (1) Any member of the public in Canada has the right to communicate with, and to receive available services from, any head or central office of an institution of the Parliament or government of Canada in English or French, and has the same right with respect to any other office of any such institution where

- (a) there is a significant demand for communications with and services from that office in such language; or
- (b) due to the nature of the office, it is reasonable that communications with and services from that office be available in both English and French.

Communica-
tions by public
with New
Brunswick
institutions

(2) Any member of the public in New Brunswick has the right to communicate with, and to receive available services from, any office of an institution of the legislature or government of New Brunswick in English or French.

19. (2) This subsection would confirm the right to use English and French in the courts of New Brunswick.

20. (1) This amendment would leave to the courts rather than to Parliament the ultimate determination as to whether federal offices, other than head or central offices, should provide bilingual services. The test for the provision of services in English or French would be based on a significant demand for services in the language rather than on the number of persons in the area using the language. The amendment would also require the provision of services in both languages where there is a reasonable requirement for such services (e.g. at a customs port of entry or an airport).

(2) This subsection would confirm the right of the public to use either English or French in communications with, and in receiving services from, New Brunswick provincial institutions.

Maintien en vigueur de certaines dispositions

21. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet, en ce qui a trait à la langue française ou anglaise ou à ces deux langues, de porter atteinte aux droits, privilèges ou obligations qui existent ou sont maintenus aux termes d'une autre disposition de la Constitution du Canada.

Droits réservés

22. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet de porter atteinte aux droits et privilèges, antérieurs ou postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente charte et découlant de la loi ou de la coutume, des langues autres que le français ou l'anglais.

Maintien en vigueur de certaines dispositions

21. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet, en ce qui a trait à la langue française ou anglaise ou à ces deux langues, de porter atteinte aux droits, privilèges ou obligations qui existent ou sont maintenus aux termes d'une autre disposition de la Constitution du Canada.

Droits réservés

22. Les articles 16 à 20 n'ont pas pour effet de porter atteinte aux droits et privilèges, antérieurs ou postérieurs à l'entrée en vigueur de la présente charte et découlant de la loi ou de la coutume, des langues autres que le français ou l'anglais.

Droits à l'instruction dans la langue de la minorité

Droits à l'instruction dans la langue de la minorité

Langue d'instruction

23. (1) Les citoyens canadiens dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de leur province de résidence ont le droit de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité dans toute région de la province où le nombre des enfants de ces citoyens justifie la mise sur pied, au moyen de fonds publics, d'installations d'enseignement dans cette langue.

Continuité d'emploi de la langue d'instruction

(2) Le citoyen canadien qui change de résidence d'une province à une autre a le droit de faire instruire ses enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue, française ou anglaise, dans laquelle l'un de ses enfants recevait son instruction dans la province de son ancienne résidence, dans toute région de sa nouvelle province de résidence où le nombre d'enfants de citoyens jouissant d'un droit reconnu au présent article justifie la mise sur pied, au moyen de fonds publics, d'installations d'enseignement dans cette langue.

23. (1) Les citoyens canadiens :

Langue d'instruction

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident, b) qui ont reçu leur instruction, au niveau primaire, en français ou en anglais au 20 Canada et qui résident dans une province où la langue dans laquelle ils ont reçu cette instruction est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province, ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

Continuité d'emploi de la langue d'instruction

(2) Les citoyens canadiens dont un enfant a reçu ou reçoit son instruction, au niveau primaire ou secondaire, en français ou en anglais au Canada ont le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de cette instruction.

23. (1) Cette modification garantit aux citoyens canadiens qui ont reçu leur instruction au niveau primaire au Canada en français ou en anglais le droit de faire instruire leurs enfants dans la même langue.

(2) Le droit conféré par le texte actuel du paragraphe (2) aux citoyens de faire instruire leurs enfants en français ou en anglais n'est plus subordonné à la condition qu'ils changent de province.

Continuation of existing constitutional provisions

21. Nothing in sections 16 to 20 abrogates or derogates from any right, privilege or obligation with respect to the English and French languages, or either of them, that exists or is continued by virtue of any other provision of the Constitution of Canada.

Rights and privileges preserved

22. Nothing in sections 16 to 20 abrogates or derogates from any legal or customary right or privilege acquired or enjoyed either before or after the coming into force of this Charter with respect to any language that is not English or French.

Minority Language Educational Rights

Language of instruction

23. (1) Citizens of Canada whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside have the right to have their children receive their primary and secondary school instruction in that minority language if they reside in an area of the province in which the number of children of such citizens is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area.

Continuity of language of instruction

(2) Where a citizen of Canada changes residence from one province to another and, prior to the change, any child of that citizen has been receiving his or her primary or secondary school instruction in either English or French, that citizen has the right to have any or all of his or her children receive their primary and secondary school instruction in that same language if the number of children of citizens resident in the area of the province to which the citizen has moved, who have a right recognized by this section, is sufficient to warrant the provision out of public funds of minority language educational facilities in that area.

Continuation of existing constitutional provisions

21. Nothing in sections 16 to 20 abrogates or derogates from any right, privilege or obligation with respect to the English and French languages, or either of them, that exists or is continued by virtue of any other provision of the Constitution of Canada.

Rights and privileges preserved

22. Nothing in sections 16 to 20 abrogates or derogates from any legal or customary right or privilege acquired or enjoyed either before or after the coming into force of this Charter with respect to any language that is not English or French.

Minority Language Educational Rights

Language of instruction

23. (1) Citizens of Canada
(a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside, or
(b) who have received their primary school instruction in Canada in English or French and reside in a province where the language in which they received that instruction is the language of the English or French linguistic minority population of the province,

have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.

Continuity of language of instruction

(2) Citizens of Canada of whom any child has received or is receiving primary or secondary school instruction in English or French in Canada, have the right to have all their children receive primary and secondary school instruction in the same language.

23. (1) This amendment would, in addition to the right guaranteed in the present subsection (1), guarantee to citizen parents who have received their primary school instruction in Canada in one of the official languages the right to have their children receive school instruction in the same language in a province in which that language is the minority language. (See also subsection (3).)

(2) This amendment would delete the limitation in the present subsection (2) whereby the right to have all children instructed in the language of school instruction of the first child applies only where the parents move from one province to another. (See also subsection (3).)

(1) Le droit reconnu aux citoyens canadiens par les paragraphes (1) et (2) de faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans la langue de la minorité francophone ou anglophone d'une province :

a) s'exerce partout dans la province où le nombre des enfants des citoyens qui ont ce droit est suffisant pour justifier à leur endroit la prestation, sur les fonds publics, de l'instruction dans la langue de la minorité;

45

b) comprend, lorsque le nombre de ces enfants le justifie, le droit de les faire instruire dans des établissements d'enseignement de la minorité linguistique financés sur les fonds publics.

5

Recours

Recours en cas d'atteinte aux droits et libertés

24. (1) Toute personne, victime de violation ou de négation des droits et libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

10

Irrecevabilité d'éléments de preuve qui risquent de déconsidérer l'administration de la justice

(2) Lorsque, dans une instance visée au paragraphe (1), le tribunal a conclu que des éléments de preuve ont été obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits ou libertés garantis par la présente charte, ces éléments de preuve sont écartés s'il est établi, eu égard aux circonstances, que leur utilisation est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

20

(3) Le texte actuel de l'article 23 subordonne les droits qui y sont conférés à la condition qu'il y ait, dans une région donnée, suffisamment d'élèves du groupe linguistique minoritaire pour que se justifie l'enseignement, sur les fonds publics, dans la langue en question. Le nouveau paragraphe (3) ne fait plus mention des conditions de résidence. En outre, il indique clairement que les divers modes de prestation de l'instruction qui peuvent être employés incluent, lorsque le nombre d'enfants le justifie, l'instruction qui se donne normalement en classe.

. La rubrique «Recours» est nouvelle.

24. (1) Le nouvel article 24 prévoit le recours aux tribunaux pour faire respecter les droits et libertés garantis par la charte.

(2) Ce nouveau paragraphe prévoit une règle, concernant l'irrecevabilité d'éléments de preuve, qui remplace celle de l'actuel article 26. Sont ainsi écartés les éléments de preuve obtenus d'une manière qui empiète sur un droit garanti par la charte ou le nie si le tribunal estime que leur recevabilité risque de discréditer l'administration de la justice.

Application
where numbers
warrant

(3) The right of citizens of Canada under subsections (1) and (2) to have their children receive primary and secondary school instruction in the language of the English or French linguistic minority population of a province

(a) applies wherever in the province the number of children of citizens who have such a right is sufficient to warrant the provision to them out of public funds of minority language instruction; and

Page 9

(b) includes, where the number of those children so warrants, the right to have them receive that instruction in minority language educational facilities provided out of public funds.

5

Enforcement

Enforcement of
guaranteed
rights and
freedoms

24. (1) Anyone whose rights or freedoms, as guaranteed by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.

Exclusion of
evidence
bringing
administration
of justice into
disrepute

(2) Where, in proceedings under subsection (1), a court concludes that evidence was obtained in a manner that infringed or denied any rights or freedoms guaranteed by this Charter, the evidence shall be excluded if it is established that, having regard to all the circumstances, the admission of it in the proceedings would bring the administration of justice into disrepute.

20

(3) The limitation of the language of instruction rights to situations where the number of children warrants the provision of instruction is restated in subsection (3) to remove references to residence in a particular area of the province. There would be a general right to instruction in the minority language provided out of public funds wherever the number of children is sufficient. This would include a right to instruction in minority language educational facilities provided out of public funds wherever the number of children so warrants. Subsection (3) would thus make it clear that, while various modes of providing minority language instruction may be employed, those modes include normal classroom instruction where the number of students so warrants.

Heading: The new heading "Enforcement" would be added.

24. (1) New. The proposed section 24 would introduce into the Charter a general provision enabling persons to apply to a court for the enforcement of rights guaranteed by the Charter.

(2) New. This subsection would provide a rule respecting the admissibility of evidence to replace the one proposed in the present section 26. Evidence obtained in a manner that infringes or denies a right guaranteed by the Charter would be excluded if the court were satisfied that its admission would bring the administration of justice into disrepute.

Droits et libertés non expressément visés

24. La présente charte ne nie pas l'existence des droits et libertés qu'elle ne garantit pas expressément et qui existent au Canada, notamment les droits et libertés des peuples autochtones du Canada.

Droits et
libertés non
expressément
visés

Dispositions générales

25. La présente charte rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit.

Primauté de la
charte

26. A l'exception de l'article 13, les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte aux lois sur l'admissibilité de la preuve en justice, ni aux pouvoirs du Parlement et des législatures de légiférer en cette matière.

Droit sur la
preuve

27. Dans la présente charte, les dispositions qui visent les provinces, leur législature ou leur assemblée législative visent également le territoire du Yukon, les territoires du Nord-Ouest ou leurs autorités législatives compétentes.

Application aux
territoires

Dispositions générales

25. Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne porte pas atteinte aux droits ou libertés — ancestraux, issus de traités ou autres — des peuples autochtones du Canada, notamment :

- a) aux droits ou libertés reconnus par la Proclamation royale du 7 octobre 1763;
- b) aux droits ou libertés acquis par règlement de revendications territoriales.

Maintien des
droits et libertés
des autochtones

26. Le fait que la présente charte garantit certains droits et libertés ne constitue pas une négation des autres droits ou libertés qui existent au Canada.

Maintien des
autres droits et
libertés

27. Toute interprétation de la présente charte doit concorder avec l'objectif de promouvoir le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel des Canadiens.

Maintien du
patrimoine
culturel

28. Les dispositions de la présente charte ne portent pas atteinte aux droits ou privilèges garantis en vertu de la Constitution du

Maintien des
droits relatifs à
certaines écoles

Canada concernant les écoles séparées et autres écoles confessionnelles.

29. Dans la présente charte, les dispositions qui visent les provinces, leur législature ou leur assemblée législative visent également le territoire du Yukon, les territoires du Nord-Ouest ou leurs autorités législatives compétentes.

Applications
aux territoires

Rubrique. La rubrique « Droits et libertés non expressément visés » est supprimée.

25 et 26. — L'actuel article 24 est subdivisé en deux articles : 25 et 26. L'énoncé général des droits non touchés par la charte figure à l'article 26. La mention des droits des peuples autochtones y est supprimée. Le nouvel article 25 énonce plus en détail les droits et libertés appartenant aux peuples autochtones et qui ne sont pas restreints par les droits garantis dans la charte. (Au sujet de l'actuel article 25, voir le nouveau paragraphe 58(1) et la note explicative correspondante. Au sujet de l'actuel article 26, voir le nouveau paragraphe 24(2) et la note explicative correspondante.)

27. Nouveau. Cet article a une valeur interprétative : compatibilité entre l'interprétation de la charte et la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine multiculturel des Canadiens.

28. Nouveau. Cet article a pour objet d'éviter tout risque de dérogation par rapport aux droits que garantit la Constitution en ce qui concerne les écoles confessionnelles (droits garantis notamment par l'article 93 de la Loi constitutionnelle de 1867, l'article 22 de la Loi de 1870 sur le Manitoba, l'article 17 de la Loi sur l'Alberta, l'article 17 de la Loi sur la Saskatchewan et l'article 17 de l'annexe de la Loi sur Terre-Neuve). Ces droits sont également garantis dans certaines provinces par des lois ordinaires.

Undeclared Rights and Freedoms

Undeclared rights and freedoms

24. The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed as denying the existence of any other rights or freedoms that exist in Canada, including any rights or freedoms that pertain to the native peoples of Canada.

Aboriginal rights and freedoms not affected by Charter

General

25. The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed so as to abrogate or derogate from any aboriginal, treaty or other rights or freedoms that pertain to the aboriginal peoples of Canada including

- (a) any rights or freedoms that have been recognized by the Royal Proclamation of October 7, 1763; and
- (b) any rights or freedoms that may be acquired by the aboriginal peoples of Canada by way of land claims settlement.

Other rights and freedoms not affected by Charter

26. The guarantee in this Charter of certain rights and freedoms shall not be construed as denying the existence of any other rights or freedoms that exist in Canada.

General

25. Any law that is inconsistent with the provisions of this Charter is, to the extent of such inconsistency, inoperative and of no force or effect.

Primacy of Charter

Laws respecting evidence

26. No provision of this Charter, other than section 13, affects the laws respecting the admissibility of evidence in any proceedings or the authority of Parliament or a legislature to make laws in relation thereto.

Application to territories and territorial authorities

27. A reference in this Charter to a province or to the legislative assembly or legislature of a province shall be deemed to include a reference to the Yukon Territory and the Northwest Territories, or to the appropriate legislative authority thereof, as the case may be.

Heading: The heading "Undeclared Rights and Freedoms" would be deleted.

Sections 25 and 26: The present section 24 would be divided into two sections, sections 25 and 26. The general statement of rights not affected by the Charter would be set out in section 26. The reference to rights of the native peoples would be deleted therefrom and the new section 25 would state in greater detail the kinds of rights and freedoms pertaining to the aboriginal peoples that are not abridged by the rights guaranteed in the Charter. (For the present section 25 see the new subsection 58(1) and the explanatory note thereto. In respect of the present section 26, see the new subsection 24(2) and the explanatory note therefor.)

27. New. The proposed new section 27 is an interpretation section. It would require an interpretation of the Charter consistent with the preservation and enhancement of the multicultural heritage of Canadians.

28. New. The proposed new section 28 would ensure that the Charter would not derogate from rights guaranteed by or under the Constitution in respect of schools operated by religious bodies. Those rights are guaranteed by such constitutional provisions as section 93 of the Constitution Act, 1867, section 22 of the Manitoba Act, 1870, section 17 of the Alberta Act, the Schedule to the Saskatchewan Act and section 17 of the Schedule to the Newfoundland Act. They are also guaranteed by ordinary laws in some jurisdictions.

Canada in respect of denominational, separate or dissenting schools.

29. A reference in this Charter to a province or to the legislative assembly or legislature of a province shall be deemed to include a reference to the Yukon Territory and the Northwest Territories, or to the appropriate legislative authority thereof, as the case may be.

Application to territories and territorial authorities

<p>28. La présente charte n'élargit pas les compétences législatives de quelque organisme ou autorité que ce soit.</p>	Non-élargissement des compétences législatives
<p><i>Application de la charte</i></p> <p>29. (1) La présente charte s'applique :</p> <p>a) au Parlement et au gouvernement du Canada, ainsi qu'à tous les domaines relevant du Parlement, y compris ceux qui concernent le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest;</p> <p>b) à la législation et au gouvernement de chaque province, ainsi qu'à tous les domaines relevant de cette législation.</p>	Application de la charte
<p>(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'article 15 ne s'applique que trois ans après l'entrée en vigueur, exception faite de la partie V, de la présente loi.</p>	Restriction
<p>30. Titre de la présente partie: <i>Charte canadienne des droits et libertés.</i></p>	Titre
<p>PARTIE II</p> <p>DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA</p> <p>33. (1) La présente charte confirme les droits, ancestraux ou issus de traités, des peuples autochtones du Canada.</p> <p>(2) Dans la présente loi, «peuples autochtones du Canada» s'entend notamment des Indiens, des Inuit et des Métis du Canada.</p>	Titre
<p>30. La présente charte n'élargit pas les compétences législatives de quelque organisme ou autorité que ce soit.</p>	Non-élargissement des compétences législatives
<p><i>Application de la charte</i></p> <p>31. (1) La présente charte s'applique :</p> <p>a) au Parlement et au gouvernement du Canada, ainsi qu'à tous les domaines relevant du Parlement, y compris ceux qui concernent le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest;</p> <p>b) à la législation et au gouvernement de chaque province, ainsi qu'à tous les domaines relevant de cette législation.</p>	Application de la charte
<p>(2) Par dérogation au paragraphe (1), l'article 15 n'a d'effet que trois ans après l'entrée en vigueur, exception faite de la partie VI, de la présente loi.</p>	Restriction
<p>32. Titre de la présente partie : <i>Charte canadienne des droits et libertés.</i></p>	Titre
<p>PARTIE II</p> <p>DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES DU CANADA</p> <p>33. (1) La présente charte confirme les droits, ancestraux ou issus de traités, des peuples autochtones du Canada.</p> <p>(2) Dans la présente loi, «peuples autochtones du Canada» s'entend notamment des Indiens, des Inuit et des Métis du Canada.</p>	Confirmation des droits des peuples autochtones

PARTIE II. Nouveau. Cette partie confirme les droits des peuples autochtones du Canada (droits ancestraux et droits issus de traités), dont la définition comprend les peuples indiens, Inuit et Métis.

Legislative powers not extended

28. Nothing in this Charter extends the legislative powers of any body or authority.

Application of Charter

Application of Charter

29. (1) This Charter applies (a) to the Parliament and government of Canada and to all matters within the authority of Parliament including all matters relating to the Yukon Territory and Northwest Territories; and (b) to the legislature and government of each province and to all matters within the authority of the legislature of each province.

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), section 15 shall not have application until three years after this Act, except Part V, comes into force.

Citation

Citation

30. This Part may be cited as the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

Legislative powers not extended

30. Nothing in this Charter extends the legislative powers of any body or authority.

Application of Charter

Application of Charter

31. (1) This Charter applies (a) to the Parliament and government of Canada and to all matters within the authority of Parliament including all matters relating to the Yukon Territory and Northwest Territories; and (b) to the legislature and government of each province and to all matters within the authority of the legislature of each province.

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), section 15 shall not have effect until three years after this Act, except Part VI, comes into force.

Citation

Citation

32. This Part may be cited as the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

PART II

RIGHTS OF THE ABORIGINAL PEOPLES OF CANADA

Recognition of aboriginal and treaty rights

33. (1) The aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada are hereby recognized and affirmed.

Definition of "aboriginal peoples of Canada"

(2) In this Act, "aboriginal peoples of Canada" includes the Indian, Inuit and Métis peoples of Canada.

PART II: New. This new Part would recognize and affirm the aboriginal and treaty rights of the aboriginal peoples of Canada, who are defined as including the Indian, Inuit and Métis peoples.

PARTIE III

PÉRÉQUATION ET INÉGALITÉS RÉGIONALES

34. (1) Sous réserve des compétences législatives du Parlement et des législatures

Engagements relatifs à l'égalité des chances

31. (1) Sous réserve des compétences législatives du Parlement et des législatures et de leur droit de les exercer, le Parlement et les législatures, ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux, s'engagent à :

- a) promouvoir l'égalité des chances de tous les Canadiens dans la recherche de leur bien-être;
- b) favoriser le développement économique pour réduire l'inégalité des chances;
- c) fournir à tous les Canadiens, à un niveau de qualité acceptable, les services publics essentiels.

Engagement relatif aux services publics essentiels

(2) Le Parlement et le gouvernement du Canada s'engagent à prendre les dispositions propres à mettre les provinces en mesure d'assurer les services publics essentiels visés à l'alinéa (1)c) sans qu'elles aient à imposer un fardeau fiscal excessif.

et de leur droit de les exercer, le Parlement et les législatures, ainsi que les gouvernements fédéral et provinciaux, s'engagent à :

- a) promouvoir l'égalité des chances de tous les Canadiens dans la recherche de leur bien-être;
- b) favoriser le développement économique pour réduire l'inégalité des chances;
- c) fournir à tous les Canadiens, à un niveau de qualité acceptable, les services publics essentiels.

Engagement relatif aux services publics

(2) Le Parlement et le gouvernement du Canada prennent l'engagement de principe de faire des paiements de péréquation propres à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables.

(2) Cette modification se réfère expressément au principe des paiements de péréquation. Elle a pour objet de changer la nature de l'engagement du Parlement et du gouvernement du Canada touchant la fourniture des services publics. L'engagement n'est plus lié au fardeau fiscal qu'une province aurait à imposer, mais à la fourniture dans l'ensemble des provinces de services pouvant se comparer entre eux, moyennant des charges fiscales pouvant également se comparer.

PARTIE IV

CONFÉRENCES CONSTITUTIONNELLES

Conférences constitutionnelles

32. Avant l'entrée en vigueur de la partie V, le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même, sauf si la majorité d'entre eux décide de ne pas la tenir une année donnée.

CONFÉRENCES CONSTITUTIONNELLES

Conférences constitutionnelles

35. (1) Avant l'entrée en vigueur de la partie VI, le premier ministre du Canada convoque au moins une fois par an une conférence constitutionnelle réunissant les premiers ministres provinciaux et lui-même.

35. (1) L'actuel article 32 devient le paragraphe 35(1). Est supprimée la faculté de ne pas tenir de conférence une année donnée.

PART II
EQUALIZATION AND REGIONAL DISPARITIES

Commitment to promote equal opportunities	<p>31. (1) Without altering the legislative authority of Parliament or of the provincial legislatures, or the rights of any of them with respect to the exercise of their legislative authority, Parliament and the legislatures, together with the governments of Canada and the provincial governments, are committed to</p> <p>(a) promoting equal opportunities for the well-being of Canadians;</p> <p>(b) furthering economic development to reduce disparity in opportunities; and</p> <p>(c) providing essential public services of reasonable quality to all Canadians.</p>
Commitment respecting essential public services	<p>(2) Parliament and the government of Canada are committed to taking such measures as are appropriate to ensure that provinces are able to provide the essential public services referred to in paragraph (1)(c) without imposing an undue burden of provincial taxation.</p>

PART III
EQUALIZATION AND REGIONAL DISPARITIES

Commitment to promote equal opportunities	<p>34. (1) Without altering the legislative authority of Parliament or of the provincial legislatures, or the rights of any of them with respect to the exercise of their legislative authority, Parliament and the legislatures, together with the governments of Canada and the provincial governments, are committed to</p> <p>(a) promoting equal opportunities for the well-being of Canadians;</p> <p>(b) furthering economic development to reduce disparity in opportunities; and</p> <p>(c) providing essential public services of reasonable quality to all Canadians.</p>
Commitment respecting public services	<p>(2) Parliament and the government of Canada are committed to the principle of making equalization payments to ensure that provincial governments have sufficient revenues to provide reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation.</p>

PART III
CONSTITUTIONAL CONFERENCES

Constitutional conferences	<p>32. Until Part V comes into force, a constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces shall be convened by the Prime Minister of Canada at least once in every year unless, in any year, a majority of those composing the conference decide that it shall not be held.</p>
----------------------------	---

PART IV
CONSTITUTIONAL CONFERENCES

Constitutional conferences	<p>35. (1) Until Part VI comes into force, a constitutional conference composed of the Prime Minister of Canada and the first ministers of the provinces shall be convened by the Prime Minister of Canada at least once in every year.</p>
----------------------------	---

(2) This amendment would make express reference to the principle of making equalization payments. It would change the proposed commitment of the Parliament and government of Canada in respect of the provision of public services from one related to the burden of provincial taxation in a particular province to one related to the provision in all provinces of comparable services at comparable levels of taxation.

35. (1) The present section 32 would become subsection 35(1) and would be amended to remove the implication that a constitutional conference might not be held in any year before Part VI comes into force.

(2) Sont placées à l'ordre du jour de la 25^e Participation des peuples autochtones conférence visée au paragraphe (1) les questions constitutionnelles qui intéressent directement les peuples autochtones du Canada, notamment la détermination et la définition des droits de ces peuples à inscrire dans la 30^e Constitution du Canada. Le premier ministre du Canada invite leurs représentants à participer aux travaux relatifs à ces questions.

(3) Le premier ministre du Canada invite des représentants élus des gouvernements du Yukon et des territoires du Nord-Ouest à participer aux travaux relatifs à toute question placée à l'ordre du jour de la conférence visée au paragraphe (1) et qui, selon lui, intéresse directement le territoire du Yukon⁴⁰ et les territoires du Nord-Ouest.

(2) Nouveau. Ce paragraphe comporte une double obligation : débattre en conférence constitutionnelle des questions constitutionnelles qui intéressent directement les peuples autochtones; inviter les représentants de ces peuples à participer aux travaux correspondants.

(3) Nouveau. Ce paragraphe comporte l'obligation d'inviter les représentants élus du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest à participer, en conférence constitutionnelle, aux débats qui intéressent directement ces territoires.

PARTIE V

PROCÉDURE PROVISoire DE MODIFICATION ET RÈGLES DE REMPLACEMENT

Procédure provisoire de modification

36. Avant l'entrée en vigueur de la partie VI, la Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat et de la 5^e Chambre des communes et par l'assemblée législative ou le gouvernement de toutes les provinces.

PARTIE IV

PROCÉDURE PROVISoire DE MODIFICATION ET RÈGLES DE REMPLACEMENT

Procédure provisoire de modification

33. Avant l'entrée en vigueur de la partie V, la Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par l'assemblée législative ou le gouvernement de toutes les provinces.

(2) A conference convened under subsec- 25

Participation of
aboriginal
peoples

tion (1) shall have included in its agenda an item respecting constitutional matters that directly affect the aboriginal peoples of Canada, including the identification and definition of the rights of those peoples to be 30 included in the Constitution of Canada, and the Prime Minister of Canada shall invite representatives of those peoples to participate in the discussions on that item.

(3) The Prime Minister of Canada shall 35

Participation of
territories

invite elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories to participate in the discussions on any item on the agenda of a conference convened under subsection (1) 40 that, in the opinion of the Prime Minister, directly affects the Yukon Territory and the Northwest Territories.

(2) New. This new subsection would require the discussion, at a constitutional conference held under subsection (1), of constitutional matters that directly affect the aboriginal peoples. It would also require representatives of those peoples to be invited to participate in the discussion of those matters.

(3) New. This subsection would require elected representatives of the governments of the Yukon Territory and the Northwest Territories to be invited to participate in discussions at a constitutional conference on any agenda items that directly affect those territories.

PART IV
INTERIM AMENDING PROCEDURE AND
RULES FOR ITS REPLACEMENT

33. Until Part V comes into force, an amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and by the legislative assembly or government of each province.

Interim
procedure for
amending
Constitution of
Canada

PART V

INTERIM AMENDMENT PROCEDURE AND
RULES FOR ITS REPLACEMENT

36. Until Part VI comes into force, an amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions 5 of the Senate and House of Commons and by the legislative assembly or government of each province.

Interim
procedure for
amending
Constitution of
Canada

Modification à
l'égard de
certaines
provinces

34. Avant l'entrée en vigueur de la partie V, les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement peuvent être modifiées par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par l'assemblée législative ou le gouvernement de chaque province à laquelle la modification s'applique.

Règles

35. (1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 33 et 34 appartient au Sénat, à la Chambre des communes, à l'assemblée législative d'une province ou au gouvernement de celle-ci.

Modification à
l'égard de
certaines
provinces

37. Avant l'entrée en vigueur de la partie VI, les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement peuvent être modifiées par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et par l'assemblée législative ou le gouvernement de chaque province à laquelle la modification s'applique.

Modification
concernant
certains droits
linguistiques

38. (1) Par dérogation à l'article 40, toute modification de la Constitution du Canada : 20
a) soit portant insertion du nom d'une province aux paragraphes 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2),
b) soit prévoyant l'application à une province, aux conditions précisées dans la 25 modification, de tout ou partie des droits ou obligations visés à ces paragraphes, peut être prise par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la 30 Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province concernée.

Initiative de la
procédure

(2) L'initiative de la procédure de modification visée au paragraphe (1) appartient à l'assemblée législative de la province concernée.

Initiative des
procédures

39. (1) L'initiative des procédures de modification visées aux articles 36 et 37 appartient au Sénat, à la Chambre des communes, à l'assemblée législative d'une province ou au gouvernement de celle-ci.

38. Nouveau. En vertu de l'article 40, il faut que les modifications de la Charte canadienne des droits et libertés se fassent, pendant la période intermédiaire, selon la règle de l'unanimité énoncée à l'article 36. Le nouvel article 38 prévoit une procédure de modification moins rigoureuse : faculté d'appliquer les dispositions linguistiques de la charte concernant le Nouveau-Brunswick à une province supplémentaire, en tout ou en partie et ce sous certaines réserves. Il suffit de l'autorisation du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province concernée. Par ailleurs, seule l'assemblée législative de cette province peut prendre l'initiative de la modification. (Voir aussi article 48.)

<p>Amendment of provisions relating to some but not all provinces</p>	<p>34. Until Part V comes into force, an amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and by the legislative assembly or government of each province to which the amendment applies.</p>	<p>37. Until Part VI comes into force, an amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and by the legislative assembly or government of each province to which the amendment applies.</p>
<p>Amendments respecting conditions of language rights</p>	<p>38. (1) Notwithstanding section 40, an amendment to the Constitution of Canada (a) adding a province as a province named in subsection 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) or 20(2), or (b) otherwise providing for any or all of the rights guaranteed or obligations imposed by any of those subsections to have application in a province to the extent and under the conditions stated in the amendment,</p> <p>may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and the legislative assembly of the province to which the amendment applies.</p>	<p>38. New. Section 40 would require amendments to the Canadian Charter of Rights and Freedoms during the interim period to be made pursuant to the unanimity rule set out in section 36. The new section 38 would provide a less rigorous amendment procedure whereby the language provisions of the Charter applying to New Brunswick could be made applicable to additional provinces, in whole or in part, and subject to conditions. Only the authorization of the Senate and House of Commons and the legislative assembly of the province to which the amendment is to apply would be required and only the provincial legislative assembly could initiate the amendment. (See also section 48.)</p>
<p>Initiation of amendment procedure</p>	<p>(2) The procedure for amendment prescribed by subsection (1) may be initiated only by the legislative assembly of the province to which the amendment applies.</p>	<p>39. (1) The procedures for amendment prescribed by sections 36 and 37 may be initiated either by the Senate or House of Commons or by the legislative assembly or government of a province.</p>
<p>Rules applicable to amendment procedures</p>	<p>35. (1) The procedures for amendment described in sections 33 and 34 may be initiated either by the Senate or House of Commons or by the legislative assembly or government of a province.</p>	

Idem

Restriction du
recours à la
procédure
provisoire

Restriction du
recours à la
procédure
provisoire

Entrée en
vigueur de la
partie V

première des dates suivantes :

a) avec ou sans modification, à la date fixée par proclamation prise conformément à la procédure visée à l'article 36;

b) deux ans après l'entrée en vigueur, 20 exception faite de la partie VI, de la présente loi.

Il demeure entendu que, si la tenue d'un référendum s'impose conformément au paragraphe 42(3), la partie VI entre en vigueur 25 conformément à l'article 43.

Proposition de remplacement

42. (1) Les assemblées législatives d'au moins sept provinces dont la population continue de représenter, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins quatre-vingts pour cent de la population de toutes les provinces peuvent présenter une proposition commune en vue de remplacer la procédure prévue à l'alinéa 45(1)b).

40. Cette modification supprime la mention de révision ou codification. De la sorte, tant que la partie V est en vigueur, il ne peut être procédé, dans le contexte d'une révision générale, à des modifications impossibles à faire autrement. (Voir aussi article 51.)

42. (1) Cette modification ramène de huit à sept le nombre des provinces qui doivent convenir d'une proposition de remplacement en vue d'un référendum sur la procédure de modification. Aux termes du nouveau paragraphe (1), il faut en outre que toute proposition de ce genre soit approuvée par la législature provinciale, vu qu'il n'est plus fait état de l'approbation du gouvernement provincial.

42. (1)

Idem	(2) A resolution made or other authorization given for the purposes of this Part may be revoked at any time before the issue of a proclamation authorized by it.	Revocation of authorization	(2) A resolution made or other authorization given for the purposes of this Part may be revoked at any time before the issue of a proclamation authorized by it.
Limitation on use of interim amending procedure	36. Sections 33 and 34 do not apply to an amendment to the Constitution of Canada where there is another provision in the Constitution for making the amendment, but the procedure prescribed by section 33 shall be used to amend the <i>Canadian Charter of Rights and Freedoms</i> and any provision for amending the Constitution, including this section, and may be used in making a general consolidation and revision of the Constitution.	Limitation on use of interim amending procedure	40. Sections 36 and 37 do not apply to an amendment to the Constitution of Canada where there is another provision in the Constitution for making the amendment, but the procedure prescribed by section 36 shall be used to amend the <i>Canadian Charter of Rights and Freedoms</i> and any provision for amending the Constitution, including this section.
Coming into force of Part V	37. Part V shall come into force (a) with or without amendment, on such day as may be fixed by proclamation issued pursuant to the procedure prescribed by section 33, or (b) on the day that is two years after the day this Act, except Part V, comes into force, whichever is the earlier day but, if a referendum is required to be held under subsection 38(3), Part V shall come into force as provided in section 39.	Coming into force of Part VI	41. Part VI shall come into force (a) with or without amendment, on such day as may be fixed by proclamation issued pursuant to the procedure prescribed by section 36, or (b) on the day that is two years after the day this Act, except Part VI, comes into force, whichever is the earlier day but, if a referendum is required to be held under subsection 42(3), Part VI shall come into force as provided in section 43.
Provincial alternative procedure	38. (1) The governments or legislative assemblies of eight or more provinces that have, according to the then latest general census, combined populations of at least eighty per cent of the population of all the provinces may make a single proposal to substitute for paragraph 41(1)(b) such alternative as they consider appropriate.	Provincial alternative procedure	42. (1) The legislative assemblies of seven or more provinces that have, according to the then latest general census, combined populations of at least eighty per cent of the population of all the provinces may make a single proposal to substitute for paragraph 45(1)(b) such alternative as they consider appropriate.
			40. This amendment would delete a reference to a revision or consolidation to ensure that, during the period when Part V is in force, amendments could not be made in the context of a general revision that could not otherwise be made. (See also section 51.)
			42. (1) This amendment would decrease from eight to seven the number of provinces that must agree on an alternative amendment procedure in order to bring about a referendum on the amendment procedure. The revised subsection (1) would also necessitate the approval of any such alternative by the legislature of a province, the reference to approval by a provincial government being deleted.

<p>(2) Chaque province concernée peut déposer le texte de la proposition visée au paragraphe (1) auprès du directeur général des élections du Canada dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur, exception faite de la partie V, de la présente loi, étant entendu qu'elle peut retirer le texte au cours de cette période.</p>	Possibilité de mise au point
<p>(3) Dans les cas où, deux ans après l'entrée en vigueur, exception faite de la partie V, de la présente loi, au moins huit provinces remplissant les conditions démographiques visées au paragraphe (1) n'ont pas retiré leur texte, le gouvernement du Canada fait tenir, dans les deux années suivant l'échéance des deux ans, un référendum pour déterminer laquelle des procédures suivantes sera adoptée :</p> <p>a) celle qui est prévue à l'alinéa 41(1)b) ou l'éventuelle procédure de remplacement proposée par le gouvernement du Canada après dépôt de son texte auprès du directeur général des élections au moins quatre-vingt-dix jours avant la date du référendum;</p> <p>b) celle qui fait l'objet de la proposition des provinces.</p>	Référendum
<p>(2) Chaque province concernée peut déposer le texte de la proposition visée au paragraphe (1) auprès du directeur général des élections du Canada dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur, exception faite de la partie VI, de la présente loi, étant entendu qu'elle peut retirer le texte au cours de cette période.</p> <p>(3) Dans les cas où, deux ans après l'entrée en vigueur, exception faite de la partie VI, de la présente loi, au moins sept provinces remplissant les conditions démographiques visées au paragraphe (1) n'ont pas retiré leur texte, le gouvernement du Canada fait tenir, dans les deux années suivant l'échéance des deux ans, un référendum pour déterminer laquelle des procédures suivantes sera adoptée :</p> <p>a) celle qui est prévue à l'alinéa 45(1)b) ou l'éventuelle procédure de remplacement adoptée par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes et dont le texte est déposé auprès du directeur général des élections au moins quatre-vingt-dix jours avant la date du référendum;</p> <p>b) celle qui fait l'objet de la proposition des provinces.</p>	Référendum

<p>39. Dans les six mois suivant la date du référendum, une proclamation sous le grand sceau du Canada est prise en vue de faire entrer en vigueur la partie V, éventuellement modifiée dans la mesure nécessaire pour incorporer la proposition approuvée par la majorité des votants et pour intégrer les autres aménagements justifiés qui en découlent.</p>	Entrée en vigueur de la partie V après référendum
<p>43. Dans les six mois suivant la date du référendum visé au paragraphe 42(3), une proclamation sous le grand sceau du Canada est prise en vue de faire entrer en vigueur la partie VI, éventuellement modifiée dans la mesure nécessaire pour incorporer la proposition approuvée par la majorité des votants et 20 pour intégrer les autres aménagements justifiés qui en découlent.</p>	Entrée en vigueur de la partie VI après référendum

(3) Cette modification est parallèle à celle du paragraphe (1) : approbation de toute proposition fédérale de remplacement par le Parlement, et non plus par le gouvernement du Canada. Elle comporte en outre, de façon également corrélatrice, le passage numérique de huit à sept. Finalement, à l'alinéa a), dans la version française, le membre de phrase «après dépôt de son texte» est remplacé par «et dont le texte est déposé». Objet : clarification de l'énoncé.

Procedure for
perfecting
alternative

(2) One copy of an alternative proposed under subsection (1) may be deposited with the Chief Electoral Officer of Canada by each proposing province within two years after this Act, except Part V, comes into force but, prior to the expiration of that period, any province that has deposited a copy may withdraw that copy.

Referendum

(3) Where copies of an alternative have been filed as provided by subsection (2) and, on the day that is two years after this Act, except Part V, comes into force, at least eight copies remain filed by provinces that have, according to the then latest general census, combined populations of at least eighty per cent of the population of all the provinces, the government of Canada shall cause a referendum to be held within two years after that day to determine whether

(a) paragraph 41(1)(b) or any alternative thereto proposed by the government of Canada by depositing a copy thereof with the Chief Electoral Officer at least ninety days prior to the day on which the referendum is held, or

(b) the alternative proposed by the provinces, shall be adopted.

Coming into
force of Part V
where
referendum
held

39. Where a referendum is held under subsection 38(3), a proclamation under the Great Seal of Canada shall be issued within six months after the date of the referendum bringing Part V into force with such modifications, if any, as are necessary to incorporate the proposal approved by a majority of the persons voting at the referendum and with such other changes as are reasonably consequential on the incorporation of that proposal.

Procedure for
perfecting
alternative

(2) One copy of an alternative proposed under subsection (1) may be deposited with the Chief Electoral Officer of Canada by 35 each proposing province within two years after this Act, except Part VI, comes into force but, prior to the expiration of that period, any province that has deposited a copy may withdraw that copy.

Referendum

(3) Where copies of an alternative have been deposited as provided by subsection (2) and, on the day that is two years after this Act, except Part VI, comes into force, at least seven copies remain deposited by provinces that have, according to the then latest general census, combined populations of at least eighty per cent of the population of all the provinces, the government of Canada shall cause a referendum to be held within two years after that day to determine whether

(a) paragraph 45(1)(b) or any alternative thereto approved by resolutions of the Senate and House of Commons and deposited with the Chief Electoral Officer at least ninety days prior to the day on which the referendum is held, or

(b) the alternative proposed by the provinces, shall be adopted.

Coming into
force of Part VI
where
referendum
held

43. Where a referendum is held under subsection 42(3), a proclamation under the Great Seal of Canada shall be issued within six months after the date of the referendum bringing Part VI into force with such modifications, if any, as are necessary to incorporate the proposal approved by a majority of the persons voting at the referendum and with such other changes as are reasonably consequential on the incorporation of that proposal.

(3) This amendment would parallel the amendment to subsection (1) by requiring that any federal alternative amendment procedure be approved by the Senate and House of Commons rather than by the government of Canada. It also contains a change in number from eight to seven consequential on the amendment to subsection (1) and a technical change in terminology for consistency of expression.

40. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le Parlement peut légiférer pour réglementer la tenue du référendum visé au paragraphe 38(3).

Droit de vote

(2) Tout citoyen canadien a le droit de vote à l'occasion du référendum visé au paragraphe 38(3). Ce droit ne peut, sans motif valable, faire l'objet d'aucune distinction ou restriction.

Droit de vote

44. (1) Tout citoyen canadien a le droit de vote au référendum visé au paragraphe 42(3); ce droit ne peut être restreint que par 25 une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

Constitution de
la commission
référendaire

(2) Dès que s'impose la tenue du référendum visé au paragraphe 42(3), il est constitué, par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, une commission référendaire composée :

a) du directeur général des élections du 35 Canada, président;

b) d'une personne nommée par le gouverneur général en conseil;

c) d'une personne nommée par le gouverneur général en conseil : 40

(i) soit sur la recommandation des gouvernements de la majorité des provinces,

(ii) soit, si les gouvernements de la majorité des provinces ne présentent pas

Page 15

de candidat dans les trente jours suivant la demande que leur en fait le directeur général des élections du Canada, sur la recommandation du juge en chef du Canada, le candidat ainsi présenté étant 5

choisi parmi les personnes recommandées par les gouvernements des provinces dans les trente jours suivant l'expiration du premier délai de trente jours ou, faute de recommandation, parmi les 10 personnes que le juge en chef estime qualifiées.

44. (1) C'est l'actuel paragraphe 40(2), modifié. La suppression du passage «ce droit ne peut, sans motif valable, faire l'objet d'aucune distinction ou restriction» correspond à une modification comparable touchant le droit de vote. (Voir note explicative à l'article 3.) Toutefois, vu que le paragraphe 44(1) ne se trouve pas dans la charte, les réserves qui figurent à l'article 1 de celle-ci ne s'appliquent pas ici. D'où l'intégration de ces réserves au projet de paragraphe 44(1).

(2) Nouveau. Ce paragraphe prévoit la constitution d'une commission consultative, dénommée commission référendaire et composée du directeur général des élections, président, et de deux autres personnes, dont l'une représente les provinces et l'autre, le gouvernement du Canada. L'actuel paragraphe (1) devient, dans sa nouvelle version, le paragraphe (4).

44. (1) Every citizen of Canada has, subject only to such reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society, the right to vote 30 in a referendum held under subsection 42(3).

(2) If a referendum is required to be held under subsection 42(3), a Referendum Rules Commission shall forthwith be established by commission issued under the Great Seal of 35 Canada consisting of

- (a) the Chief Electoral Officer of Canada, who shall be chairman of the Commission;
 - (b) a person appointed by the Governor General in Council; and 40
 - (c) a person appointed by the Governor General in Council
- (i) on the recommendation of the governments of a majority of the provinces, 45 or

40. (1) Subject to subsection (2), Parliament may make laws respecting the rules applicable to the holding of a referendum under subsection 38(3).

(2) Every citizen of Canada has, without unreasonable distinction or limitation, the right to vote in a referendum held under subsection 38(3).

Right to vote

Establishment of Referendum Rules Commission

Rules for referendum

Right to vote

44. (1) Subsection (1) is the present subsection 40(2), amended. The words "without unreasonable distinction or limitation" would be deleted to correspond with a similar amendment in respect of the right to vote. (See the explanatory note to section 3.) However, since subsection 44(1) is not in the Charter, the general limitation in section 1 of the Charter would not apply to it. Therefore that limitation would be incorporated in the proposed subsection 44(1).

(2) New. This subsection would provide for the establishment of an advisory commission, to be called a Referendum Rules Commission, consisting of the Chief Electoral Officer as chairman and two other persons, one to represent the provinces and the other to represent the government of Canada. The present subsection 40(1), as amended, would become subsection 44(4).

(ii) if the governments of a majority of the provinces do not recommend a candidate within thirty days after the Chief Electoral Officer of Canada requests such a recommendation, on the recommendation of the Chief Justice of Canada from among persons recommended by the governments of the provinces within thirty days after the expiration of the first mentioned thirty day 5 period or, if none are so recommended, from among such persons as the Chief Justice considers qualified. 10

- (3) Dans les soixante jours suivant sa constitution, la commission référendaire fait déposer devant le Parlement les règles applicables à la tenue du référendum visé au paragraphe 42(3), qu'elle aura approuvées par décision majoritaire. Si le Parlement ne siège pas, ce dépôt s'effectue dans les dix premiers jours de séance ultérieurs. 20
- Mandat de la commission
- (3) Nouveau. La commission référendaire est tenue, dans les soixante jours suivant sa constitution, de recommander des règles au Parlement.
- (4) Sous réserve du paragraphe (1) et compte tenu des règles déposées conformément au paragraphe (3), le Parlement peut légiférer pour réglementer la tenue du référendum visé au paragraphe 42(3). 25
- Réglementation du référendum
- (4) Aux termes de ce paragraphe, qui modifie l'actuel paragraphe (1), le Parlement est tenu d'examiner les recommandations de la commission référendaire avant de légiférer en vue d'un référendum.
- (5) Faute par le Parlement d'avoir légiféré, conformément au paragraphe (4), dans le délai de soixante jours suivant le dépôt des règles visées au paragraphe (3), celles-ci sont mises immédiatement en vigueur par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.
- Proclamation
- (5) Nouveau. Ce paragraphe prévoit la réglementation de la tenue d'un référendum au cas où le Parlement ne donne pas suite aux recommandations de la commission.
- (6) Dans la computation du délai visé au paragraphe (5), ne sont pas comptés les jours pendant lesquels le Parlement est prorogé ou dissous. 35
- Computation du délai
- (6) Nouveau. Il n'est pas tenu compte, dans le calcul du délai de soixante jours, des périodes où le Parlement est prorogé ou dissous.
- (7) Sous réserve du paragraphe (1), les règles arrêtées en vertu du présent article ont force de loi et l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit fondée sur la Constitution du Canada. 40
- Valeur de force de loi des règles
- (7) Nouveau. Ce paragraphe fait état de la valeur juridique des règles arrêtées en vertu de l'article 44.

Duty of Commission

(3) A Referendum Rules Commission shall cause rules for the holding of a referendum under subsection 42(3) approved by a majority of the Commission to be laid before Parliament within sixty days after the Commission is established or, if Parliament is not then sitting, on any of the first ten days next 20 thereafter that Parliament is sitting.

(3) New. The Referendum Rules Commission would be required to recommend rules to Parliament within sixty days after its establishment.

Rules for referendum

(4) Subject to subsection (1) and taking into consideration any rules approved by a Referendum Rules Commission in accordance with subsection (3), Parliament may 25 enact laws respecting the rules applicable to the holding of a referendum under subsection 42(3).

(4) This subsection would amend the present subsection 40(1) to require Parliament, in enacting laws for a referendum, to take into consideration any rules approved by a Referendum Rules Commission.

Proclamation

(5) If Parliament does not enact laws under subsection (4) respecting the rules applicable to the holding of a referendum within sixty days after receipt of a recommendation from a Referendum Rules Commission, the rules recommended by the Commission shall forthwith be brought into force 35 by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada.

(5) New. The rules approved by a Referendum Rules Commission would come into force on proclamation if Parliament does not enact laws under subsection (4) within sixty days after receipt of the rules approved by the Commission.

Computation of period

(6) Any period when Parliament is prorogued or dissolved shall not be counted in computing the sixty day period referred to in 40 subsection (5).

(6) New. This provision would exclude from the computation of the time for Parliament to act any period when Parliament is prorogued or dissolved.

Rules to have force of law

(7) Subject to subsection (1), rules made under this section have the force of law and prevail over other laws made under the Constitution of Canada to the extent of any 45 inconsistency.

(7) New. This subsection states the legal effect that rules made under section 44 would have.

PARTIE V

PROCÉDURE DE MODIFICATION DE LA
CONSTITUTION DU CANADAProcédure
normale de
modification

41. (1) La Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée :

- a) par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes;
- b) par des résolutions des assemblées législatives d'une majorité des provinces; cette majorité doit comprendre :

(i) chaque province dont la population, avant la date de cette proclamation, représentait, selon un recensement général antérieur quelconque, au moins vingt-cinq pour cent de la population du Canada,

(ii) au moins deux des provinces de l'Atlantique dont la population confondue représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de l'ensemble de ces provinces,

(iii) au moins deux des provinces de l'Ouest dont la population confondue représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de l'ensemble de ces provinces.

Définitions

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«provinces de l'Atlantique»

«provinces de l'Atlantique» Les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve.

«provinces de l'Ouest»

«provinces de l'Ouest» Les provinces du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

PARTIE VI

PROCÉDURE DE MODIFICATION DE LA
CONSTITUTION DU CANADAProcédure
normale de
modification

45. (1) La Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée à la fois :

- a) par des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes;
- b) par des résolutions des assemblées législatives d'une majorité des provinces; cette majorité doit comprendre :

(i) chaque province dont la population, avant la date de cette proclamation, représentait, selon un recensement général antérieur quelconque, au moins vingt-cinq pour cent de la population du Canada,

(ii) au moins deux des provinces de l'Atlantique,

(iii) au moins deux des provinces de l'Ouest, à condition que la population confondue des provinces consentantes représente, selon le recensement général le plus récent à l'époque, au moins cinquante pour cent de la population de l'ensemble des provinces de l'Ouest.

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«provinces de l'Atlantique»

«provinces de l'Atlantique» Les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve.

30

«provinces de l'Ouest»

«provinces de l'Ouest» Les provinces du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

45. (1) Aux termes de cette disposition, il n'est plus nécessaire qu'une modification de la Constitution soit approuvée par des provinces ayant au moins cinquante pour cent de la population des provinces de l'Atlantique. On rejoint ainsi la formule de Victoria.

L'adjonction des mots «à la fois» met en évidence le caractère cumulatif des conditions à remplir. La modification du sous-alinéa b) (iii) a pour objet de surprimer tout risque d'ambiguïté.

15

PART V

PROCEDURE FOR AMENDING
CONSTITUTION OF CANADA

General procedure for amending Constitution of Canada

41. (1) An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by

- (a) resolutions of the Senate and House of Commons; and
- (b) resolutions of the legislative assemblies of at least a majority of the provinces that includes

(i) every province that at any time before the issue of the proclamation had, according to any previous general census, a population of at least twenty-five per cent of the population of Canada,

(ii) at least two of the Atlantic provinces that have, according to the then latest general census, combined populations of at least fifty per cent of the population of all the Atlantic provinces, and

(iii) at least two of the Western provinces that have, according to the then latest general census, combined populations of at least fifty per cent of the population of all the Western provinces.

Definitions
"Atlantic provinces"

(2) In this section,
"Atlantic provinces" means the provinces of Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island and Newfoundland;

"Western provinces" means the provinces of Manitoba, British Columbia, Saskatchewan and Alberta.

PART VI

PROCEDURE FOR AMENDING
CONSTITUTION OF CANADA

General procedure for amending Constitution of Canada

45. (1) An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by

- (a) resolutions of the Senate and House of Commons; and
- (b) resolutions of the legislative assemblies of at least a majority of the provinces that includes

(i) every province that at any time before the issue of the proclamation had, according to any previous general census, a population of at least twenty-five per cent of the population of Canada,

(ii) two or more of the Atlantic provinces, and

(iii) two or more of the Western provinces that have in the aggregate, according to the then latest general census, a population of at least fifty per cent of the population of all of the Western provinces.

Definitions
"Atlantic provinces"

(2) In this section,
"Atlantic provinces" means the provinces of Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island and Newfoundland;

"Western provinces" means the provinces of Manitoba, British Columbia, Saskatchewan and Alberta.

45. (1) This amendment would remove the requirement that an amendment to the Constitution be approved by provinces having at least fifty per cent of the population of the Atlantic provinces. As amended, subsection 45(1) reflects the Victoria formula. Some minor changes in wording would also be made in subparagraphs (b) (ii) and (iii) to remove a possible ambiguity.

Modification
autorisée par
référendum

42. (1) La Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par un référendum tenu dans tout le pays conformément au paragraphe (2) et lors duquel la modification a été approuvée :

a) d'une part, à la majorité des votants;

b) d'autre part, à la majorité des votants de chacune des provinces dont les résolutions de leurs assemblées législatives suffiraient, avec les résolutions du Sénat et de la Chambre des communes, à autoriser la proclamation mentionnée au paragraphe 41(1).

Modification
autorisée par
référendum

46. (1) La Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par un référendum tenu dans tout le pays conformément au paragraphe (2) et lors duquel la modification a été approuvée :

a) d'une part, à la majorité des votants;

b) d'autre part, à la majorité des votants de chacune des provinces dont les résolutions de leurs assemblées législatives suffiraient, avec les résolutions du Sénat et de la Chambre des communes, à autoriser la proclamation mentionnée au paragraphe 45(1).

Autorisation de
référendum

(2) L'ordre de tenue d'un référendum mentionné au paragraphe (1) est donné par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par les résolutions du Sénat et de la Chambre des communes.

Autorisation de
référendum

(2) L'ordre de tenue du référendum mentionné au paragraphe (1) est donné par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada. Cette proclamation est assujettie aux conditions suivantes :

a) le Sénat et la Chambre des communes ont, conformément à l'alinéa 45(1)a), 10 adopté des résolutions autorisant la modification de la Constitution du Canada;

b) les dispositions de l'alinéa 45(1)b) applicables au projet de modification n'ont pas été observées dans les douze mois suivant l'adoption des résolutions du Sénat et de la Chambre des communes;

c) le gouverneur général en conseil a autorisé la proclamation.

Délai de tenue
du référendum

(3) La proclamation visée au paragraphe (2) fixe la tenue du référendum pour une date comprise dans les deux ans qui suivent l'expiration du délai de douze mois mentionné à l'alinéa b) de ce paragraphe.

46. (2) Il ressort de cette disposition que le référendum constitue un mécanisme qui permet de surmonter une situation sans issue. Une modification de la Constitution pourra faire l'objet d'un référendum si elle est approuvée par le Sénat et la Chambre des communes sans l'avoir été, dans les douze mois suivant cette approbation, par les provinces.

(3) Si un référendum s'impose, sa tenue doit avoir lieu à l'issue du délai imparti aux provinces pour leur approbation, mais dans les trois ans suivant l'approbation de la modification par le Sénat et la Chambre des communes.

<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>42. (1) An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by a referendum held throughout Canada under subsection (2) at which</p> <p>(a) a majority of persons voting thereat, and</p> <p>(b) a majority of persons voting thereat in each of the provinces, resolutions of the legislative assemblies of which would be sufficient, together with resolutions of the Senate and House of Commons, to authorize the issue of a proclamation under subsection 41(1),</p> <p>have approved the making of the amendment.</p>	<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>(2) A referendum referred to in subsection (1) shall be held where directed by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada authorized by resolutions of the Senate and House of Commons.</p>	<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>46. (1) An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by a referendum held throughout Canada under subsection (2) at which</p> <p>(a) a majority of persons voting thereat, and</p> <p>(b) a majority of persons voting thereat in each of the provinces, resolutions of the legislative assemblies of which would be sufficient, together with resolutions of the Senate and House of Commons, to authorize the issue of a proclamation under subsection 45(1),</p> <p>have approved the making of the amendment.</p>	<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>(2) A referendum referred to in subsection (1) shall be held where directed by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada authorized by resolutions of the Senate and House of Commons.</p>
<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>46. (1) An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by a referendum held throughout Canada under subsection (2) at which</p> <p>(a) a majority of persons voting thereat, and</p> <p>(b) a majority of persons voting thereat in each of the provinces, resolutions of the legislative assemblies of which would be sufficient, together with resolutions of the Senate and House of Commons, to authorize the issue of a proclamation under subsection 45(1),</p> <p>have approved the making of the amendment.</p>	<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>(1) shall be held where directed by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada, which proclamation may be issued where</p> <p>(a) an amendment to the Constitution of Canada has been authorized under paragraph 45(1)(a) by resolutions of the Senate and House of Commons;</p> <p>(b) the requirements of paragraph 45(1)(b) in respect of the proposed amendment have not been satisfied within twelve months after the passage of the resolutions of the Senate and House of Commons; and</p> <p>(c) the issue of the proclamation has been authorized by the Governor General in Council.</p>	<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>(2) A referendum referred to in subsection (1) shall be held where directed by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada, which proclamation may be issued where</p> <p>(a) an amendment to the Constitution of Canada has been authorized under paragraph 45(1)(a) by resolutions of the Senate and House of Commons;</p> <p>(b) the requirements of paragraph 45(1)(b) in respect of the proposed amendment have not been satisfied within twelve months after the passage of the resolutions of the Senate and House of Commons; and</p> <p>(c) the issue of the proclamation has been authorized by the Governor General in Council.</p>	<p>Amendment authorized by referendum</p>	<p>(3) A proclamation issued under subsection (2) in respect of a referendum shall provide for the referendum to be held within two years after the expiration of the twelve month period referred to in paragraph (b) of that subsection.</p>

46. (2) This amendment would make it clear that the referendum procedure is a deadlock breaking mechanism. A referendum could be held where an amendment to the Constitution has been approved by the Senate and House of Commons but, within twelve months after such approval, sufficient provincial legislative assemblies have not approved the amendment.

(3) If a referendum is to be held, it would be required to be held after the expiration of the period for provincial approval but within three years after approval of the amendment by the Senate and House of Commons.

<p>43. Les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces peuvent être modifiées par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province à laquelle la modification s'applique.</p>	<p>Modification à l'égard de certaines provinces</p>	
<p>44. La Constitution du Canada peut être modifiée par proclamation, dans le cadre du paragraphe 41(1) ou de l'article 43, sans une résolution du Sénat autorisant la proclamation, lorsque, dans un délai de quatre-vingt-dix jours suivant l'adoption par la Chambre des communes d'une résolution à cet effet, le Sénat n'a pas adopté une telle résolution et si, après l'expiration de ce délai, la Chambre des communes adopte de nouveau la résolution. Dans la computation du délai ne sont pas comptés les jours pendant lesquels le Parlement est prorogé ou dissous.</p>	<p>Modification aux résolutions du Sénat</p>	
<p>45. (1) L'initiative des procédures de modification visées au paragraphe 41(1) et à l'article 43 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à l'assemblée législative d'une province.</p>	<p>Règles applicables aux procédures de modification</p>	
<p>(2) La résolution adoptée dans le cadre de la présente partie peut être révoquée à tout moment avant la date de la proclamation qu'elle autorise.</p>	<p>Idem</p>	
<p>47. Les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces peuvent être modifiées par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province à laquelle la modification s'applique.</p>	<p>Modification à l'égard de certaines provinces</p>	
<p>48. (1) Par dérogation à l'article 54, toute modification de la Constitution du Canada : a) soit portant insertion du nom d'une province aux paragraphes 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) ou 20(2), b) soit prévoyant l'application à une province, aux conditions précisées dans la 40 modification, de tout ou partie des droits ou obligations visés à ces paragraphes, peut être prise par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province concernée.</p>	<p>Modification concernant certains droits linguistiques</p>	<p>Page 18.</p>
<p>(2) L'initiative de la procédure de modification visée au paragraphe (1) appartient à l'assemblée législative de la province concernée.</p>	<p>Initiative de la procédure</p>	
<p>49. (1) L'initiative des procédures de modification visées au paragraphe 45(1) et à l'article 47 appartient au Sénat, à la Chambre des communes ou à l'assemblée législative d'une province.</p> <p>(2) La résolution adoptée dans le cadre de la présente partie peut être révoquée à tout moment avant la date de la proclamation qu'elle autorise.</p>	<p>Initiative des procédures</p>	<p>15 Possibilité de révocation</p>

Actuel article 44. Cet article, qui concerne l'approbation des modifications constitutionnelles sans l'agrément du Sénat, est supprimé.

48. Nouveau. En vertu de l'article 54, il faut que les modifications de la Charte canadienne des droits et libertés se fassent selon la formule normale de modification énoncée à l'article 45. Le nouvel article prévoit une procédure de modification moins rigoureuse : faculté d'appliquer les dispositions linguistiques de la charte concernant le Nouveau-Brunswick à une province supplémentaire, en tout ou en partie et ce sous certaines réserves. Il suffit de l'autorisation du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de la province concernée. Par ailleurs, seule l'assemblée législative de cette province peut prendre l'initiative de la modification.

43. An amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies.

44. An amendment to the Constitution of Canada may be made by proclamation under subsection 41(1) or section 43 without a resolution of the Senate authorizing the issue of the proclamation if, within ninety days after the passage by the House of Commons of a resolution authorizing its issue, the Senate has not passed such a resolution and if, at any time after the expiration of those ninety days, the House of Commons again passes the resolution, but any period when Parliament is prorogued or dissolved shall not be counted in computing those ninety days.

47. An amendment to the Constitution of 30 Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of 35 Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies.

48. (1) Notwithstanding section 54, an amendment to the Constitution of Canada 40

(a) adding a province as a province named in subsection 16(2), 17(2), 18(2), 19(2) or 20(2), or.

(b) otherwise providing for any or all of the rights guaranteed or obligations 45 imposed by any of those subsections to have application in a province to the extent and under the conditions stated in the amendment.

Page - 18

may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and the legislative assembly of the province to which the amendment applies.

(2) The procedure for amendment prescribed by subsection (1) may be initiated only by the legislative assembly of the province to which the amendment applies. 10

49. (1) The procedures for amendment prescribed by subsection 45(1) and section 47 may be initiated either by the Senate or House of Commons or by the legislative assembly of a province.

(2) A resolution made for the purposes of this Part may be revoked at any time before the issue of a proclamation authorized by it.

45. (1) The procedures for amendment described in subsection 41(1) and section 43 may be initiated either by the Senate or House of Commons or by the legislative assembly of a province

(2) A resolution introduced for the purposes of this Part may be moved at any time before the issue of a proclamation authorized by it.

Present section 44. This section, which relates to the approval of constitutional amendments without Senate approval, would be deleted.

48. New. Section 54 would require amendments to the Canadian Charter of Rights and Freedoms to be made pursuant to the general amending procedure set out in section 45. This new section would provide a less rigorous amendment procedure whereby the language provisions of the Charter applying to New Brunswick could be made applicable to additional provinces in whole or in part, and subject to conditions. Only the authorization of the Senate and House of Commons and the legislative assembly of the province to which the amendment is to apply would be required and only the provincial legislative assembly could initiate the amendment.

46. (1) Le Parlement peut, sous réserve du paragraphe (2), légiférer pour réglementer la tenue du référendum visé à l'article 42.

Réglementation
des référen-
dums

(2) Tout citoyen canadien a le droit de vote lors du référendum visé à l'article 42; ce droit ne peut, sans motif valable, faire l'objet d'aucune distinction ou restriction.

Droit de vote

Droit de vote

50. (1) Tout citoyen canadien a le droit de voter au référendum visé à l'article 46; ce droit ne peut être restreint que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique.

25

Constitution de
la commission
référendaire

(2) Dès que s'impose la tenue du référendum visé à l'article 46, il est constitué, par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, une commission référendaire composée :

30

a) du directeur général des élections du Canada, président;

b) d'une personne nommée par le gouverneur général en conseil;

c) d'une personne nommée par le gouverneur général en conseil :

(i) soit sur la recommandation des gouvernements de la majorité des provinces,

(ii) soit, si les gouvernements de la majorité des provinces ne présentent pas de candidat dans les trente jours suivant la demande que leur en fait le directeur général des élections du Canada, sur la recommandation du juge en chef du Canada, le candidat ainsi présenté étant choisi parmi les personnes recommandées par les gouvernements des provin-

50. (1) C'est l'actuel paragraphe 46(2), modifié. La suppression du passage «ce droit ne peut, sans motif valable, faire l'objet d'aucune distinction ou restriction» correspond à une modification comparable touchant le droit de vote. (Voir note explicative à l'article 3.) Toutefois, vu que le paragraphe 50(1) ne se trouve pas dans la charte, les réserves qui figurent à l'article 1 de celle-ci ne s'appliquent pas ici. D'où l'intégration de ces réserves au projet de paragraphe 50(1).

(2) Nouveau. Ce paragraphe prévoit la constitution d'une commission consultative, dénommée commission référendaire et composée du directeur général des élections, président, et de deux autres personnes, dont l'une représente les provinces et l'autre, le gouvernement du Canada. L'actuel paragraphe (1) devient, dans sa nouvelle version, le paragraphe (4).

Rules for
referendum

Right to vote

46. (1) Subject to subsection (2), Parliament may make laws respecting the rules applicable to the holding of a referendum under section 42.

Right to vote

(2) Every citizen of Canada has, without unreasonable distinction or limitation, the right to vote in a referendum held under section 42.

Establishment
of Referendum
Rules
Commission

(2) Where a referendum is to be held under section 46, a Referendum Rules Commission shall forthwith be established by commission issued under the Great Seal of Canada consisting of

- (a) the Chief Electoral Officer of Canada, who shall be chairman of the Commission;
- (b) a person appointed by the Governor General in Council; and
- (c) a person appointed by the Governor General in Council.

(i) on the recommendation of the governments of a majority of the provinces, or

(ii) if the governments of a majority of the provinces do not recommend a candidate within thirty days after the Chief Electoral Officer of Canada requests such a recommendation, on the recommendation of the Chief Justice of Canada from among persons recommended by the governments of the provinces.

50. (1) Subsection (1) is the present subsection 46(2), amended. The words "without unreasonable distinction or limitation" would be deleted to correspond with a similar amendment in respect of the right to vote. (See the explanatory note to section 3.) However, since subsection 50(1) is not in the Charter, the general limitation in section 1 of the Charter would not apply to it. Therefore that limitation would be incorporated in the proposed subsection 50(1).

(2) New. This subsection would provide for the establishment of an advisory commission, to be called a Referendum Rules Commission, consisting of the Chief Electoral Officer as chairman and two other persons, one to represent the provinces and the other to represent the government of Canada. The present subsection 46(1), as amended, would become subsection 50(4).

ces dans les trente jours suivant l'expiration du premier délai de trente jours ou, faute de recommandation, parmi les personnes que le juge en chef estime qualifiées.

5

Mandat de la commission

(3) Dans les soixante jours suivant sa constitution, la commission référendaire fait déposer devant le Parlement les règles applicables à la tenue du référendum visé à l'article 46, qu'elle aura approuvées par décision majoritaire. Si le Parlement ne siège pas, ce dépôt s'effectue dans les dix premiers jours de séance ultérieurs.

(4) Sous réserve du paragraphe (1) et compte tenu des règles déposées conformément au paragraphe (3), le Parlement peut légiférer pour réglementer la tenue du référendum visé à l'article 46.

Réglementation du référendum

15

(5) Faute par le Parlement d'avoir légiféré, conformément au paragraphe (4), dans le délai de soixante jours suivant le dépôt des règles visées au paragraphe (3), celles-ci sont mises immédiatement en vigueur par proclamation du gouverneur général sous le sceau du Canada.

Proclamation

20

25

Computation du délai

(6) Dans la computation du délai visé au paragraphe (5), ne sont pas comptés les jours pendant lesquels le Parlement est prorogé ou dissous.

(7) Sous réserve du paragraphe (1), les règles arrêtées en vertu du présent article ont force de loi et l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit fondée sur la Constitution du Canada.

Valeur de force de loi des règles

30

(3) Nouveau. La commission référendaire est tenue, dans les soixante jours suivant sa constitution, de recommander des règles au Parlement.

(4) Aux termes de ce paragraphe, qui modifie l'actuel paragraphe (1), le Parlement est tenu d'examiner les recommandations de la commission référendaire avant de légiférer en vue d'un référendum.

(5) Nouveau. Ce paragraphe prévoit la réglementation de la tenue d'un référendum au cas où le Parlement ne donne pas suite aux recommandations de la commission.

(6) Nouveau. Il n'est pas tenu compte, dans le calcul du délai de soixante jours, des périodes où le Parlement est prorogé ou dissous.

(7) Nouveau. Ce paragraphe fait état de la valeur juridique des règles arrêtées en vertu de l'article 50.

inces within thirty days after the expiration of the first mentioned thirty day period or, if none are so recommended, from among such persons as the Chief Justice considers qualified.

Duty of Commission

(3) A Referendum Rules Commission shall cause rules for the holding of a referendum under section 46 approved by a majority of the Commission to be laid before Parliament within sixty days after the Commission is established or, if Parliament is not then sitting, on any of the first ten days next thereafter that Parliament is sitting.

Rules for referendum

(4) Subject to subsection (1) and taking into consideration any rules approved by a Referendum Rules Commission in accordance with subsection (3), Parliament may enact laws respecting the rules applicable to the holding of a referendum under section 46.

Proclamation

(5) If Parliament does not enact laws under subsection (4) respecting the rules applicable to the holding of a referendum within sixty days after receipt of a recommendation from a Referendum Rules Commission, the rules recommended by the Commission shall forthwith be brought into force by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada.

Computation of period

(6) Any period when Parliament is prorogued or dissolved shall not be counted in computing the sixty day period referred to in subsection (5).

Rules to have force of law

(7) Subject to subsection (1), rules made under this section have the force of law and prevail over other laws made under the Constitution of Canada to the extent of any inconsistency.

(3) New. A Referendum Rules Commission would be required to recommend rules to Parliament within sixty days after its establishment.

(4) This subsection would amend the present subsection 46 (1) to require Parliament, in enacting laws for a referendum, to take into consideration any rules approved by a Referendum Rules Commission.

(5) New. The rules approved by a Referendum Rules Commission would come into force on proclamation if Parliament does not enact laws under subsection (4) within sixty days after receipt of the rules approved by the Commission.

(6) New. This provision would exclude from the computation of the time for Parliament to act any period when Parliament is prorogued or dissolved.

(7) New. This subsection states the legal effect that rules made under section 50 would have.

Restriction du
recours à la
procédure
normale de
modification

47. Les articles 41, 42 ou 43 ne s'appliquent pas aux cas de modification constitutionnelle pour lesquels une procédure différente est prévue par une autre disposition de la Constitution du Canada. La procédure visée aux articles 41 ou 42 s'impose toutefois pour modifier les dispositions relatives à la modification de la Constitution, y compris le présent article; la procédure visée à l'article 41 peut également servir à toute codification ou révision générale de la Constitution.

Modification
par le
Parlement

48. Sous réserve de l'article 50, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat et à la Chambre des communes.

Modification
par les
législatures
provinciales

49. Sous réserve de l'article 50, la législature de chaque province a compétence exclusive pour modifier la constitution de celle-ci.

Procédure
normale de
modification

50. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait selon la procédure visée aux articles 41 ou 42:

- a) les fonctions de la Reine, celles du gouverneur général et celles des lieutenants-gouverneurs;
- b) la Charte canadienne des droits et libertés;
- c) les engagements énoncés, en matière de perpétuation et d'inégalités régionales, à l'article 31;
- d) les pouvoirs du Sénat;
- e) le nombre de sénateurs représentant chaque province au Sénat et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;

Restriction du
recours à la
procédure
normale de
modification

51. (1) Les articles 45, 46 ou 47 ne s'appliquent pas aux cas de modification constitutionnelle pour lesquels une procédure différente est prévue par une autre disposition de la Constitution du Canada. La procédure visée aux articles 45 ou 46 s'impose toutefois pour modifier les dispositions relatives à la modification de la Constitution, y compris le présent article.

(2) Les procédures prévues aux articles 45 ou 46 ne s'appliquent pas à la modification visée à l'article 47.

Modification
par le
Parlement

52. Sous réserve de l'article 54, le Parlement a compétence exclusive pour modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives au pouvoir exécutif fédéral, au Sénat et à la Chambre des communes.

Modification
par les
législatures
provinciales

53. Sous réserve de l'article 54, la législature de chaque province a compétence exclusive pour modifier la constitution de celle-ci.

Recours
obligatoire à la
procédure
normale de
modification

54. Toute modification de la Constitution du Canada portant sur les questions suivantes se fait selon la procédure visée aux articles 45 ou 46 :

- a) la charge de Reine, celle de gouverneur général et celle de lieutenant-gouverneur;
- b) la Charte canadienne des droits et libertés;

c) les engagements énoncés, en matière de perpétuation et d'inégalités régionales, à l'article 34;

- d) les pouvoirs du Sénat;
- e) le nombre de sénateurs représentant chaque province au Sénat;

51. (1) Cette modification supprime la mention de révision ou codification. De la sorte, il ne peut être procédé, dans le contexte d'une révision générale, à des modifications impossibles à faire autrement.

(2) Nouveau. Par cette modification, une modification de la Constitution qui n'intéresse que certaines provinces ne peut se faire qu'avec leur approbation. La procédure normale de modification ni la procédure référendaire ne peuvent servir à autoriser cette modification.

54. La substitution, au terme «fonctions», du mot «charge» vise à mieux rendre l'idée. La division de l'alinéa e) en deux alinéas permet d'inclure «le mode de sélection des sénateurs» dans l'article 54. En conséquence, une modification portant sur ce domaine doit se faire suivant la procédure normale de modification ou la procédure référendaire.

47. The procedures prescribed by section 41, 42 or 43 do not apply to an amendment to the Constitution of Canada where there is another provision in the Constitution for making the amendment, but the procedures prescribed by section 41 or 42 shall nevertheless be used to amend any provision for amending the Constitution, including this section, and section 41 may be used in making a general consolidation or revision of the Constitution.

Limitation on use of general amending formula

48. Subject to section 50, Parliament may exclusively make laws amending the Constitution of Canada in relation to the executive government of Canada or the Senate or House of Commons.

Amendments by Parliament

49. Subject to section 50, the legislature of each province may exclusively make laws amending the constitution of the province.

Amendments by provincial legislatures

50. An amendment to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made only in accordance with a procedure prescribed by section 41 or 42:

Matters requiring amendment under general formula

- (a) the office of the Queen, the Governor General and the Lieutenant Governor of a province;
- (b) the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;
- (c) the commitments relating to equalization and regional disparities set out in section 31;
- (d) the powers of the Senate;
- (e) the number of members by which a province is entitled to be represented in the

51. (1) The procedures prescribed by section 45, 46 or 47 do not apply to an amendment to the Constitution of Canada where there is another provision in the Constitution for making the amendment, but the procedures prescribed by section 45 or 46 shall, nevertheless, be used to amend any provision for amending the Constitution, including this section.

(2) The procedures prescribed by section 45 or 46 do not apply in respect of an amendment referred to in section 47.

Idem

52. Subject to section 54, Parliament may exclusively make laws amending the Constitution of Canada in relation to the executive government of Canada or the Senate or House of Commons.

Amendments by Parliament

53. Subject to section 54, the legislature of each province may exclusively make laws 10 amending the constitution of the province.

Amendments by provincial legislatures

54. An amendment to the Constitution of Canada in relation to the following matters may be made only in accordance with a procedure prescribed by section 45 or 46: 15

Matters requiring amendment under general amendment procedure

- (a) the office of the Queen, the Governor General and the Lieutenant Governor of a province;
- (b) the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;
- (c) the commitments relating to equalization and regional disparities set out in section 34;
- (d) the powers of the Senate;
- (e) the number of members by which a 25 province is entitled to be represented in the Senate.

51. (1) This amendment would delete the reference to a revision or consolidation to ensure that amendments could not be made in the context of a general revision that could not otherwise be made.

(2) New. This amendment would ensure that an amendment to the Constitution that relates to one or more but not all provinces could be made only with the approval of each province to which it relates. The general amendment procedure or referendum procedure could not be used to authorize such an amendment.

54. The French version of paragraph (a) would be amended to substitute for the word "fonction" the word "charge" for purposes of clarification. Paragraph (e) would be divided into two paragraphs to include "the method of selecting Senators" in section 54. As a result, an amendment relating to that matter would be required to be made pursuant to the general amendment procedure or the referendum procedure.

f) le mode de sélection des sénateurs et les conditions de résidence qu'ils doivent remplir;

g) le droit d'une province d'avoir à la Chambre des communes un nombre de 30 députés au moins égal à celui de ses sénateurs;

h) les principes de la représentation proportionnelle des provinces à la Chambre des communes prévus par la Constitution du Canada.

Modifications
corrélatives

51. La rubrique 1 de l'article 91 et la rubrique 1 de l'article 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867* (antérieurement désignée sous le titre: *Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*), l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* (n° 2), 1949, mentionné au n° 21 de l'annexe I de la présente loi, et les parties III et IV de la présente loi sont abrogés.

Modifications
corrélatives

55. (1) La rubrique 1 de l'article 91 et la rubrique 1 de l'article 92 de la *Loi constitutionnelle de 1867* (antérieurement désignée sous le titre: *Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*), l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* (n° 2), 1949, mentionné au n° 22 de l'annexe I de la présente loi, et les parties IV et V de la présente loi sont abrogés.

Page 21
Idem

(2) Dès l'abrogation des parties IV et V de la présente loi, le gouverneur général peut, par proclamation sous le grand sceau du Canada, abroger le présent article et changer en conséquence de cette double abrogation la numérotation de la présente loi.

PARTIE VII

MODIFICATION DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

56. La *Loi constitutionnelle de 1867* (antérieurement désignée sous le titre: *Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*) est modifiée par l'insertion, après l'article 92, de la rubrique et de l'article suivants :

Modification de
la Loi
constitution-
nelle de 1867

(2) Nouveau. Ce paragraphe permet le regroupement des dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1981* après l'abrogation des parties IV et V.

56. (1) Cette modification de la *Loi constitutionnelle de 1867* permet l'adjonction de nouvelles dispositions touchant les ressources naturelles non renouvelables, les ressources forestières et l'énergie électrique.

Senate and the residence qualifications of Senators;
(f) the right of a province to a number of members in the House of Commons not less than the number of Senators representing the province; and
(g) the principles of proportionate representation of the provinces in the House of Commons prescribed by the Constitution of Canada.

Consequential amendments

51. Class 1 of section 91 and class 1 of section 92 of the *Constitution Act, 1867* (formerly named the *British North America Act, 1867*), the *British North America (No. 2) Act, 1949*, referred to in item 21 of Schedule I to this Act and Parts III and IV of this Act are repealed.

Consequential amendments

55. (1) Class 1 of section 91 and class 1 of section 92 of the *Constitution Act, 1867* (formerly named the *British North America Act, 1867*), the *British North America (No. 2) Act, 1949*, referred to in item 22 of Schedule I to this Act and Parts IV and V of this Act are repealed.

(f) the method of selecting Senators and the residence qualifications of Senators;
(g) the right of a province to a number of 30 members in the House of Commons not less than the number of Senators representing the province; and
(h) the principles of proportionate representation of the provinces in the House of Commons prescribed by the Constitution of Canada.

Idem

(2) When Parts IV and V of this Act are repealed, this section may be repealed and this Act may be renumbered, consequential upon the repeal of those Parts and this section, by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada.

(2) New. This subsection would permit the consolidation of the *Constitution Act, 1981* after Parts IV and V are repealed.

PART VII

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION ACT, 1867

Amendment to
*Constitution
Act, 1867*

56. The *Constitution Act, 1867* (formerly named the *British North America Act, 1867*) is amended by adding thereto, immediately after section 92 thereof, the following heading and section:

56. New. This section would amend the *Constitution Act, 1867* to add provisions relating to non-renewable natural resources, forestry resources and electrical energy.

*«Ressources naturelles non renouvelables,
ressources forestières et énergie électrique*

Compétence
provinciale

92A. (1) La législature de chaque province a compétence exclusive pour légiférer dans les domaines suivants :

- a) prospection des ressources naturelles 15
non renouvelables de la province;
- b) exploitation, conservation et gestion
des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, y compris leur rythme de production primaire; 20
- c) aménagement, conservation et gestion des emplacements et des installations de la province destinés à la production d'énergie électrique. 25

Exportation
hors des
provinces

(2) La législature de chaque province a compétence pour légiférer en ce qui concerne l'exportation, hors de la province, à destination d'une autre partie du Canada, de la production primaire tirée des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, ainsi que de la production d'énergie électrique de la province, sous réserve de ne pas adopter de lois autorisant ou prévoyant des disparités de prix ou des disparités dans les exportations destinées à une autre partie du Canada.

Pouvoir du
Parlement

(3) Le paragraphe (2) ne porte pas atteinte au pouvoir du Parlement de légiférer dans les domaines visés à ce paragraphe.

92A. (1) Ce paragraphe confirme le pouvoir exclusif des provinces de légiférer dans certains domaines des ressources naturelles non renouvelables, des ressources forestières et de l'énergie électrique.

(2) Ce paragraphe donne aux provinces un nouveau pouvoir de légiférer en matière d'exportation hors de leur territoire vers une autre partie du Canada de certains produits issus de ces ressources, à condition qu'il n'y ait pas de distinction quant aux prix ou fournitures.

(3) Primauté des lois du Parlement sur les lois adoptées en vertu du paragraphe (2).

**"Non-Renewable Natural Resources,
Forestry Resources and Electrical Energy**

Laws respecting
non-renewable
natural
resources,
forestry
resources and
electrical
energy

92A. (1) In each province, the legisla-
ture may exclusively make laws in relation
to

(a) exploration for non-renewable natu- 15
ral resources in the province;

(b) development, conservation and
management of non-renewable natural
resources and forestry resources in the
province, including laws in relation to 20
the rate of primary production there-
from; and

(c) development, conservation and man-
agement of sites and facilities in the
province for the generation and produc- 25
tion of electrical energy.

Export from
provinces of
resources

(2) In each province, the legislature may
make laws in relation to the export from
the province to another part of Canada of
the primary production from non-renew- 30
able natural resources and forestry
resources in the province and the produc-
tion from facilities in the province for the
generation of electrical energy, but such
laws may not authorize or provide for 35
discrimination in prices or in supplies
exported to another part of Canada.

Authority of
Parliament

(3) Nothing in subsection (2) derogates
from the authority of Parliament to enact
laws in relation to the matters referred to 40

92A. (1) This subsection would confirm the
exclusive authority of the provinces to make laws in
relation to certain aspects of non-renewable
natural resources, forestry resources and
electrical energy.

(2) This subsection would give to the provinces a new
power to make laws in respect of the export from the province
to another part of Canada of certain production from
resources if such laws do not discriminate as to
prices or supplies.

(3) Laws made by Parliament would prevail over
laws made under subsection (2) to the extent of any
conflict.

phé, les dispositions d'une loi du Parlement adoptée dans ces domaines l'emportant sur les dispositions incompatibles d'une loi provinciale.

(4) La législature de chaque province a compétence pour prélever des sommes d'argent par tout mode ou système de taxation :

- a) des ressources naturelles non renouvelables et des ressources forestières de la province, ainsi que de la production primaire qui en est tirée;
- b) des emplacements et des installations de la province destinés à la production d'énergie électrique, ainsi que cette production même.

Cette compétence peut s'exercer indépendamment du fait que la production en cause soit ou non, en totalité ou en partie, exportée hors de la province, mais les lois adoptées dans ces domaines ne peuvent autoriser ou prévoir une taxation qui établisse une distinction entre la production exportée à destination d'une autre partie du Canada et la production non exportée hors de la province.

(5) L'expression «production primaire» a le sens qui lui est donné dans la sixième annexe.

(6) Les paragraphes (1) à (5) ne portent pas atteinte aux pouvoirs ou droits détenus par la législature ou le gouvernement d'une province lors de l'entrée en vigueur du présent article.

(4) Ce paragraphe donne aux provinces un nouveau pouvoir fiscal touchant certaines ressources, à condition qu'il n'y ait pas de distinction entre les produits qui restent dans les provinces et ceux qui sont exportés vers d'autres parties du Canada.

(5) Ce paragraphe explique que la définition de «production primaire» peut se trouver à la sixième annexe de la Loi constitutionnelle de 1867.

(6) Ce paragraphe préserve les pouvoirs provinciaux existants.

in that subsection and, where such a law of Parliament and a law of a province conflict, the law of Parliament prevails to the extent of the conflict.

(4) In each province, the legislature may make laws in relation to the raising of money by any mode or system of taxation in respect of

(a) non-renewable natural resources and forestry resources in the province and the primary production therefrom, and

(b) sites and facilities in the province for the generation of electrical energy and the production therefrom,

whether or not such production is exported in whole or in part from the province, but such laws may not authorize or provide for taxation that differentiates between production exported to another part of Canada and production not exported from the province.

Taxation of resources

"Primary production"

Existing powers or rights

(5) The expression "primary production" has the meaning assigned by the Sixth Schedule.

(6) Nothing in subsections (1) to (5) derogates from any powers or rights that a legislature or government of a province had immediately before the coming into force of this section.

(4) This subsection would give to the provinces a new power to raise revenues through indirect taxation in respect of certain resources if the taxes do not differentiate between production retained in the province and production exported to another part of Canada.

(5) This subsection explains that the definition of "primary production" may be found in the Sixth Schedule to the Constitution Act, 1867.

(6) This subsection would preserve existing provincial powers.

57. La présente loi est en outre modifiée 35 ^{idem}
par l'adjonction de l'annexe suivante :

«SIXIÈME ANNEXE

*Production primaire tirée des ressources
naturelles non renouvelables et des
ressources forestières*

1. Pour l'application de l'article 92A :

a) on entend par production primaire tirée
d'une ressource naturelle non renouvela- 40
ble :

- (i) soit le produit qui se présente sous la
même forme que lors de son extraction
du milieu naturel,
- (ii) soit le produit non manufacturé de 5
la transformation, du raffinage ou de
l'affinage d'une ressource, à l'exception
du produit du raffinage du pétrole brut,
du raffinage du pétrole brut lourd amé-
lioré, du raffinage des gaz ou des liqui-
des dérivés du charbon ou du raffinage 10
d'un équivalent synthétique du pétrole
brut;
- b) on entend par production primaire tirée
d'une ressource forestière la production 15
constituée de billots, de poteaux, de bois
d'œuvre, de copeaux, de sciure ou d'autre
produit primaire du bois, ou de pâte de
bois, à l'exception d'un produit manufac-
turé en bois.»

57. Cet article ajoute une sixième
annexe à la Loi constitutionnelle de 1867.
L'annexe précise, pour l'application du
nouvel article 92A de cette loi, ce qui cons-
titue une «production primaire».

Idem

57. The said Act is further amended by adding thereto the following Schedule:

"THE SIXTH SCHEDULE

*Primary Production from Non-Renewable
Natural Resources and Forestry Resources*

1. For the purposes of section 92A of this Act,

(a) production from a non-renewable 35
natural resource is primary production
therefrom if

Page 23

(i) it is in the form in which it exists
upon its recovery or severance from its
natural state, or

(ii) it is a product resulting from proc- 5
essing or refining the resource, and is
not a manufactured product or a prod-
uct resulting from refining crude oil,
refining upgraded heavy crude oil, refin-
ing gases or liquids derived from coal or
refining a synthetic equivalent of crude 10
oil; and

(b) production from a forestry resource is
primary production therefrom if it consists
of sawlogs, poles, lumber, wood chips, saw-
dust or any other primary wood product, 15
or wood pulp, and is not a product manu-
factured from wood."

57. This section would add a Sixth
Schedule to the Constitution Act, 1867. The
Schedule would, for the purposes of the
new section 92A of that Act, set out in detail
what production constitutes "primary production".

PARTIE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Constitution du
Canada

52. (1) La Constitution du Canada comprend:

- a) la *Loi sur le Canada*;
- b) les textes législatifs et les décrets figurant à l'annexe I;
- c) les modifications aux textes législatifs et aux décrets mentionnés aux alinéas a) ou b).

Modification

(2) La Constitution du Canada ne peut être modifiée que conformément aux pouvoirs conférés par elle.

Abrogation et
nouveaux titres

53. (1) Les textes législatifs énumérés à la colonne I de l'annexe I sont abrogés ou modifiés dans la mesure indiquée à la colonne II. Sauf abrogation, ils restent en vigueur en tant que lois du Canada sous les titres mentionnés à la colonne III.

Modifications
corrélatives

(2) Toute loi, sauf la *Loi sur le Canada*, qui fait mention d'une loi figurant à l'annexe I par le titre indiqué à la colonne I est modifiée par substitution à ce titre du titre correspondant mentionné à la colonne III; tout Acte de l'Amérique du Nord britannique que non mentionné à l'annexe I peut être cité sous le titre de *Loi constitutionnelle* suivi de l'indication de l'année de son adoption et éventuellement de son numéro.

PARTIE VIII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Primauté de la
Constitution du
Canada

58. (1) La Constitution du Canada est la loi suprême du Canada; elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit.

Constitution du
Canada

(2) La Constitution du Canada comprend :
a) la *Loi sur le Canada*;

25

b) les textes législatifs et les décrets figurant à l'annexe I;

30

c) les modifications aux textes législatifs et aux décrets mentionnés aux alinéas a) ou b).

Modification

(3) La Constitution du Canada ne peut être modifiée que conformément aux pouvoirs conférés par elle.

Abrogation et
nouveaux titres

59. (1) Les textes législatifs énumérés à la colonne I de l'annexe I sont abrogés ou modifiés dans la mesure indiquée à la colonne II. Sauf abrogation, ils restent en vigueur en tant que lois du Canada sous les titres mentionnés à la colonne III.

Modifications
corrélatives

(2) Toute loi, sauf la *Loi sur le Canada*, qui fait mention d'une loi figurant à l'annexe I par le titre indiqué à la colonne I est modifiée par substitution à ce titre du titre

correspondant mentionné à la colonne III; tout Acte de l'Amérique du Nord britannique que non mentionné à l'annexe I peut être cité sous le titre de *Loi constitutionnelle* suivi de l'indication de l'année de son adoption et éventuellement de son numéro.

58. Le paragraphe (1), qui est l'actuel article 25 modifié, précise que toute partie de la Constitution, et non seulement la charte, l'emporte sur les dispositions incompatibles des autres règles de droit. Les paragraphes (2) et (3) sont les actuels paragraphes (1) et (2).

PART VI
GENERAL

52. (1) The Constitution of Canada includes

(a) the *Canada Act*;

(b) the Acts and orders referred to in Schedule I; and

(c) any amendment to any Act or order referred to in paragraph (a) or (b).

Constitution of
Canada

(2) Amendments to the Constitution of Canada shall be made only in accordance with the authority contained in the Constitution of Canada.

Repeals and
new names

53. (1) The enactments referred to in Column I of Schedule I are hereby repealed, or amended to the extent indicated in Column II thereof, and, unless repealed, shall continue as law in Canada under the names set out in Column III thereof.

Consequential
amendments

(2) Every enactment, except the *Canada Act*, that refers to an enactment referred to in Schedule I by the name in Column I thereof is hereby amended by substituting for that name the corresponding name in Column III thereof, and any British North America Act not referred to in Schedule I may be cited as the *Constitution Act* followed by the year and number, if any, of its enactment.

PART VIII
GENERAL

58. (1) The Constitution of Canada is the supreme law of Canada, and any law that is inconsistent with the provisions of the *Con-20* situation is, to the extent of the inconsistency, of no force or effect.

Primacy of
Constitution of
Canada

(2) The Constitution of Canada includes

(a) the *Canada Act*;

(b) the Acts and orders referred to in Schedule I; and

(c) any amendment to any Act or order referred to in paragraph (a) or (b).

Constitution of
Canada

(3) Amendments to the Constitution of Canada shall be made only in accordance with the authority contained in the Constitution of Canada.

Amendments to
Constitution of
Canada

59. (1) The enactments referred to in Column I of Schedule I are hereby repealed or amended to the extent indicated in Column II thereof and, unless repealed, shall continue as law in Canada under the names set out in Column III thereof.

Repeals and
new names

(2) Every enactment, except the *Canada Act*, that refers to an enactment referred to in Schedule I by the name in Column I thereof is hereby amended by substituting

Consequential
amendments

for that name the corresponding name in Column III thereof, and any British North America Act not referred to in Schedule I may be cited as the *Constitution Act* followed by the year and number, if any, of its enactment.

58. Subsection (1) is the present section 25 amended to make it clear that laws inconsistent with any part of the Constitution, not only the Charter, are, to the extent of the inconsistency, of no force or effect. Subsections (2) and (3) are the present subsections 52(1) and (2).

Versions
française de la
Constitution du
Canada

54. Le ministre de la Justice du Canada est chargé de rédiger, dans les meilleurs délais, la version française des parties de la Constitution du Canada qui figurent à l'annexe I; toute partie suffisamment importante est, dès qu'elle est prête, déposée pour adoption par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, conformément à la procédure applicable à l'époque à la modification des dispositions constitutionnelles qu'elle contient.

Versions
française et
anglaise

55. Les versions française et anglaise des parties de la Constitution du Canada adoptées dans ces deux langues ont également force de loi. En outre, ont également force de loi, dès l'adoption, dans le cadre de l'article 54, d'une partie de la version française de la Constitution, cette partie et la version anglaise correspondante.

Versions
française et
anglaise
Entrée en
vigueur

56. Les versions française et anglaise de la présente loi ont également force de loi.

57. Sous réserve de l'article 58, la présente loi entre en vigueur au jour fixé par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.

Exception à
l'égard des
procédures de
modification

58. La partie V entre en vigueur dans les conditions prévues à la partie IV.

Titres

59. Titre de la présente annexe: *Loi constitutionnelle de 1980*; titre commun des lois constitutionnelles de 1867 à 1975 (n° 2) et de la présente loi: *Lois constitutionnelles de 1867 à 1980*.

Versions
française de
certains textes
constitutionnels

60. Le ministre de la Justice du Canada est chargé de rédiger, dans les meilleurs délais, la version française des parties de la Constitution du Canada qui figurent à l'annexe I; toute partie suffisamment importante est, dès qu'elle est prête, déposée pour adoption par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, conformément à la procédure applicable à l'époque à la modification des dispositions constitutionnelles qu'elle contient.

Versions
française et
anglaise de
certains textes
constitutionnels

61. Les versions française et anglaise des parties de la Constitution du Canada adoptées dans ces deux langues ont également force de loi. En outre, ont également force de loi, dès l'adoption, dans le cadre de l'article 60, d'une partie de la version française de la Constitution, cette partie et la version anglaise correspondante.

Versions
française et
anglaise de la
présente loi
Entrée en
vigueur

62. Les versions française et anglaise de la présente loi ont également force de loi.

63. Sous réserve de l'article 64, la présente loi entre en vigueur au jour fixé par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada.

Exception
64. La partie VI entre en vigueur dans les conditions prévues à la partie V.

Titres
65. Titre abrégé de la présente annexe: *Loi constitutionnelle de 1981*; titre commun 35 des lois constitutionnelles de 1867 à 1975 (n° 2) et de la présente loi: *Lois constitutionnelles de 1867 à 1981*.

65. Modification de forme, consécutive au changement de date porté dans le titre de la loi.

Annexe I. L'adjonction à l'annexe I du décret en conseil sur la terre de Rupert et le territoire du Nord-Ouest a pour objet de mettre en évidence le fait que ce document fait partie de la Constitution du Canada. (Voir rubrique 3.) Les rubriques qui suivent comportent en conséquence une nouvelle numérotation. Par la nouvelle rubrique 17, il y a suppression de l'actuel alinéa a), lequel aurait abrogé les mentions de Terre-Neuve dans le Statut de Westminster, 1931.

French version of Constitution of Canada	54. A French version of the portions of the Constitution of Canada referred to in Schedule I shall be prepared by the Minister of Justice of Canada as expeditiously as possible and, when any portion thereof sufficient to warrant action being taken has been so prepared, it shall be put forward for enactment by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada pursuant to the procedure then applicable to an amendment of the same provisions of the Constitution of Canada.	French version of Constitution of Canada	60. A French version of the portions of the Constitution of Canada referred to in Schedule I shall be prepared by the Minister of Justice of Canada as expeditiously as possible and, when any portion thereof sufficient to warrant action being taken has been so prepared, it shall be put forward for enactment by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada pursuant to the procedure then applicable to an amendment of the same provisions of the Constitution of Canada.
English and French versions	55. Where any portion of the Constitution of Canada has been or is enacted in English and French or where a French version of any portion of the Constitution is enacted pursuant to section 54, the English and French versions of that portion of the Constitution are equally authoritative.	English and French versions of certain constitutional texts	61. Where any portion of the Constitution of Canada has been or is enacted in English and French or where a French version of any portion of the Constitution is enacted pursuant to section 60, the English and French versions of that portion of the Constitution are equally authoritative.
English and French versions	56. The English and French versions of this Act are equally authoritative.	English and French versions of this Act	62. The English and French versions of this Act are equally authoritative.
Commence- ment	57. Subject to section 58, this Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada.	Commence- ment	63. Subject to section 64, this Act shall come into force on a day to be fixed by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada.
Exception respecting amending formula	58. Part V shall come into force as provided in Part IV.	Exception	64. Part VI shall come into force as provided in Part V.
Citations	59. This Schedule may be cited as the <i>Constitution Act, 1980</i> and the Constitution Acts, 1867 to 1975 (No. 2) and this Act may be cited together as the <i>Constitution Acts, 1867 to 1980</i>.	Short title and citations	65. This Schedule may be cited as the <i>Constitution Act, 1981</i>, and the Constitution Acts, 1867 to 1975 (No. 2) and this Act may be cited together as the <i>Constitution Acts, 1867 to 1981</i>.
65. Technical. This amendment is consequential on the date change in the short title of the Act.			
Schedule I. Schedule I would be amended by adding thereto the Rupert's Land and North-Western Territory Order to make it clear that this Order is part of the Constitution of Canada. (See item 3.) The items after item 3 would be renumbered. The renumbered item 17 would be amended to delete the present paragraph (a) which would have repealed the references to Newfoundland in the Statute of Westminster, 1931.			

ANNEXE I

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1981
ACTUALISATION DE LA CONSTITUTION

Colonne I Loi visée	Colonne II Modification	Colonne III Nouveau titre
1. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, 30-31 Vict., c. 3 (R.-U.)	(1) L'article 1 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «1. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1867.</i> » (2) L'article 20 est abrogé.	Loi constitutionnelle de 1867
2. Acte pour amender et continuer l'acte trente-deux et trente-trois Victoria, chapitre trois, et pour établir et constituer le gouvernement de la province de Manitoba, 1870, 33 Vict., c. 3 (Canada)	(1) Le titre complet est abrogé et remplacé par ce qui suit : « <i>Loi de 1870 sur le Manitoba.</i> » (2) L'article 20 est abrogé.	Loi de 1870 sur le Manitoba
3. Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest, en date du 23 juin 1870		Décret en conseil sur la terre de Rupert et le territoire du Nord-Ouest
4. Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant la Colombie-Britannique, en date du 16 mai 1871		Conditions de l'adhésion de la Colombie-Britannique
5. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1871, 34-35 Vict., c. 28 (R.-U.)	L'article 1 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «1. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1871.</i> »	Loi constitutionnelle de 1871
6. Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant l'Île-du-Prince-Édouard, en date du 26 juin 1873		Conditions de l'adhésion de l'Île-du-Prince-Édouard

SCHEDULE I

to the

CONSTITUTION ACT, 1981

MODERNIZATION OF THE CONSTITUTION

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment	Column III New Name
1.	British North America Act, 1867, 30-31 Vict., c. 3 (U.K.)	(1) Section 1 is repealed and the following substituted therefor: "1. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1867</i> ." (2) Section 20 is repealed.	Constitution Act, 1867
2.	An Act to amend and continue the Act 32-33 Victoria chapter 3; and to establish and provide for the Government of the Province of Manitoba, 1870, 33 Vict., c. 3 (Can.)	(1) The long title is repealed and the following substituted therefor: " <i>Manitoba Act, 1870</i> ." (2) Section 20 is repealed.	Manitoba Act, 1870
3.	Order of Her Majesty in Council admitting Rupert's Land and the North-Western Territory into the union, dated the 23rd day of June, 1870		Rupert's Land and North-Western Territory Order
4.	Order of Her Majesty in Council admitting British Columbia into the Union, dated the 16th day of May, 1871.		British Columbia Terms of Union
5.	British North America Act, 1871, 34-35 Vict., c. 28 (U.K.)	Section 1 is repealed and the following substituted therefor: "1. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1871</i> ."	Constitution Act, 1871
6.	Order of Her Majesty in Council admitting Prince Edward Island into the Union, dated the 26th day of June, 1873.		Prince Edward Island Terms of Union

ANNEXE I (suite)

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1981

Colonne I Loi visée	Colonne II Modification	Colonne III Nouveau titre	Page 25
7. Acte du Parlement du Canada, 1875, 38-39 Vict., c. 38 (R.-U.)		Loi de 1875 sur le Parlement du Canada	
8. Arrêté en conseil de Sa Majesté admettant dans l'Union tous les territoires et possessions britanniques dans l'Amérique du Nord, et les îles adjacentes à ces territoires et possessions, en date du 31 juillet 1880		Décret en conseil sur les territoires adjacents	
9. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1886, 49-50 Vict., c. 35 (R.-U.)	L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «3. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1886.</i> »	Loi constitutionnelle de 1886	Page 26
10. Acte du Canada (limites d'Ontario) 1889, 52-53 Vict., c. 28 (R.-U.)		Loi de 1889 sur le Canada (frontières de l'Ontario)	
11. Acte concernant l'Orateur canadien (nomination d'un suppléant) 1895, 2 ^e session, 59 Vict., c. 3 (R.-U.)	La loi est abrogée.	Loi sur l'Alberta	
12. Acte de l'Alberta, 1905, 4-5 Ed. VII, c. 3 (Canada)		Loi sur la Saskatchewan	
13. Acte de la Saskatchewan, 1905, 4-5 Ed. VII, c. 42 (Canada)			
14. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907, 7 Ed. VII, c. 11 (R.-U.)	L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «2. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1907.</i> »	Loi constitutionnelle de 1907	

SCHEDULE I

to the

CONSTITUTION ACT, 1981—Continued

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment	Column III New Name
Page 25			
7.	Parliament of Canada Act, 1875, 38-39 Vict., c. 38 (U.K.)		Parliament of Canada Act, 1875
8.	Order of Her Majesty in Council admitting all British possessions and Territories in North America and islands adjacent thereto into the Union, dated the 31st day of July, 1880.		Adjacent Territories Order
Page 26			
9.	British North America Act, 1886, 49-50 Vict., c. 35 (U.K.)	Section 3 is repealed and the following substituted therefor: "3. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1886</i> ."	Constitution Act, 1886
10.	Canada (Ontario Boundary) Act, 1889, 52-53 Vict., c. 28 (U.K.)		Canada (Ontario Boundary) Act, 1889
11.	Canadian Speaker (Appointment of Deputy) Act, 1895, 2nd Sess., 59 Vict., c. 3 (U.K.)	The Act is repealed.	
12.	The Alberta Act, 1905 4-5 Edw. VII, c. 3 (Can.)		Alberta Act
13.	The Saskatchewan Act, 1905, 4-5 Edw. VII, c. 42 (Can.)		Saskatchewan Act
14.	British North America Act, 1907, 7 Edw. VII, c. 11 (U.K.)	Section 2 is repealed and the following substituted therefor: "2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1907</i> ."	Constitution Act, 1907

ANNEXE I (suite)

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1981

Colonne I Loi visée	Colonne II Modification	Colonne III Nouveau titre
15. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1915, 5-6 Geo. V, c. 45 (R.-U.)	L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «3. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1915.</i> »	Loi constitutionnelle de 1915
16. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1930, 20-21 Geo. V, c. 26 (R.-U.)	L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «3. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1930.</i> »	Loi constitutionnelle de 1930
17. Statut de Westminster, 1931, 22 Geo. V, c. 4 (R.-U.)	Dans la mesure où ils s'appliquent au Canada : a) l'article 4 est abrogé; b) le paragraphe 7(1) est abrogé.	Statut de Westminster de 1931
18. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1940, 3-4 Geo. VI, c. 36 (R.-U.)	L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «2. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1940.</i> »	Loi constitutionnelle de 1940
19. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1943, 6-7 Geo. VI, c. 30 (R.-U.)	La loi est abrogée.	
20. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1946, 9-10 Geo. VI, c. 63 (R.-U.)	La loi est abrogée.	

Page 26

Page 27

SCHEDULE I
to the
CONSTITUTION ACT, 1981—*Continued*

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment	Column III New Name
15.	British North America Act, 1915, 5-6 Geo. V, c. 45 (U.K.)	Section 3 is repealed and the following substituted therefor: "3. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1915</i> ."	Constitution Act, 1915
16.	British North America Act, 1930, 20-21 Geo. V, c. 26 (U.K.)	Section 3 is repealed and the following substituted therefor: "3. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1930</i> ."	Constitution Act, 1930
17.	Statute of Westminster, 1931, 22 Geo. V, c. 4 (U.K.)	In so far as they apply to Canada, (a) section 4 is repealed; and (b) subsection 7(1) is repealed.	Statute of Westminster, 1931
18.	British North America Act, 1940, 3-4 Geo. VI, c. 36 (U.K.)	Section 2 is repealed and the following substituted therefor: "2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1940</i> ."	Constitution Act, 1940
19.	British North America Act, 1943, 6-7 Geo. VI, c. 30 (U.K.)	The Act is repealed.	
20.	British North America Act, 1946, 9-10 Geo. VI, c. 63 (U.K.)	The Act is repealed.	

ANNEXE I (suite)

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1981

Colonne I Loi visée	Colonne II Modification	Colonne III Nouveau titre
21. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949, 12-13 Geo. VI, c. 22 (R.-U.)	L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «3. Titre abrégé : <i>Loi sur Terre-Neuve.</i> »	Loi sur Terre-Neuve
22. Acte de l'Amérique du Nord britannique (N° 2), 1949, 13 Geo. VI, c. 81 (R.-U.)	La loi est abrogée lors de l'entrée en vigueur de l'article 55 de la <i>Loi constitutionnelle de 1981</i> .	
23. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1951, 14-15 Geo. VI, c. 32 (R.-U.)	La loi est abrogée.	
24. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1952, 1 Eliz. II, c. 15 (Canada)	La loi est abrogée.	
25. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1960, 9 Eliz. II, c. 2 (R.-U.)	L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «2. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1960.</i> »	Loi constitutionnelle de 1960
26. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1964, 12-13 Eliz. II, c. 73 (R.-U.)	L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «2. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle de 1964.</i> »	Loi constitutionnelle de 1964
27. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1965, 14 Eliz. II, c. 4, Partie I (Canada)	L'article 2 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «2. Titre abrégé de la présente partie : <i>Loi constitutionnelle de 1965.</i> »	Loi constitutionnelle de 1965

SCHEDULE I
to the
CONSTITUTION ACT, 1980—Continued

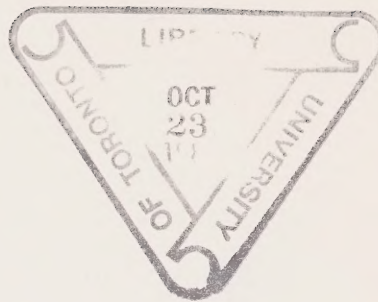
Item	Column I Act Affected	Column II Amendment	Column III New Name
21.	British North America Act, 1949, 12-13 Geo. VI, c. 22 (U.K.)	Section 3 is repealed and the following substituted therefor: "3. This Act may be cited as the <i>Newfoundland Act</i> ."	Newfoundland Act
22.	British North America (No. 2) Act, 1949, 13 Geo. VI, c. 81 (U.K.)	The Act is repealed. (effective when section 55 of the <i>Constitution Act, 1981</i> comes into force)	
23.	British North America Act, 1951, 14-15 Geo. VI, c. 32 (U.K.)	The Act is repealed.	
24.	British North America Act, 1952, 1 Eliz. II, c. 15 (Can.)	The Act is repealed.	
25.	British North America Act, 1960, 9 Eliz. II, c. 2 (U.K.)	Section 2 is repealed and the following substituted therefor: "2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1960</i> ."	Constitution Act, 1960
26.	British North America Act, 1964, 12-13 Eliz. II, c. 73 (U.K.)	Section 2 is repealed and the following substituted therefor: "2. This Act may be cited as the <i>Constitution Act, 1964</i> ."	Constitution Act, 1964
27.	British North America Act, 1965, 14 Eliz. II, c. 4, Part I (Can.)	Section 2 is repealed and the following substituted therefor: "2. This Part may be cited as the <i>Constitution Act, 1965</i> ."	Constitution Act, 1965

ANNEXE I (fin)

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1981

Colonne I Loi visée	Colonne II Modification	Colonne III Nouveau titre
28. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1974, 23 Eliz. II, c. 13, 1 (Canada)	L'article 3, modifié par le paragraphe 38(1) de la loi 25-26 Elizabeth II, c. 28 (Canada), est abrogé et remplacé par ce qui suit : «3. Titre abrégé de la présente partie : <i>Loi constitutionnelle de 1974.</i> »	Loi constitutionnelle de 1974
29. Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1975, 23-24 Eliz. II, c. 28, Partie I (Canada)	L'article 3, modifié par l'article 31 de la loi 25-26 Elizabeth II, c. 28 (Canada), est abrogé et remplacé par ce qui suit : «3. Titre abrégé de la présente partie : <i>Loi constitutionnelle n° 1 de 1975.</i> »	Loi constitutionnelle n° 1 de 1975
30. Acte de l'Amérique du Nord britannique n° 2, 1975, 23-24 Eliz. II, c. 53 (Canada)	L'article 3 est abrogé et remplacé par ce qui suit : «3. Titre abrégé : <i>Loi constitutionnelle n° 2 de 1975.</i> »	Loi constitutionnelle n° 2 de 1975

—Le ministre de la Justice.



SCHEDULE I
to the
CONSTITUTION ACT, 1981—*Concluded*

Item	Column I Act Affected	Column II Amendment	Column III New Name	Page 28
28.	British North America Act, 1974, 23 Eliz. II, c. 13, Part I (Can.)	Section 3, as amended by 25-26 Eliz. II, c. 28, s. 38(1) (Can.) is repealed and the follow- ing substituted therefor: "3. This Part may be cited as the <i>Constitution Act, 1974</i> ."	Constitution Act, 1974	
29.	British North America Act, 1975, 23-24 Eliz. II, c. 28, Part I (Can.)	Section 3, as amended by 25-26 Eliz. II, c. 28, s. 31 (Can.) is repealed and the following sub- stituted therefor: "3. This Part may be cited as the <i>Constitution Act (No. 1), 1975</i> ."	Constitution Act (No. 1), 1975	
30.	British North America Act (No. 2), 1975, 23-24 Eliz. II, c. 53 (Can.)	Section 3 is repealed and the following substituted therefor: "3. This Act may be cited as the <i>Constitution Act (No. 2), 1975</i> ."	Constitution Act (No. 2), 1975	

